

CIRAD-EMVT
Campus de Baillarguet
B.P. 5035
34032 MONTPELLIER Cedex 1

Ecole Nationale Vétérinaire
d'Alfort
7, avenue du Général de Gaulle
94704 MAISONS-ALFORT Cedex

Institut National Agronomique
Paris-Grignon
16, rue Claude Bernard
75005 PARIS

Muséum National d'Histoire Naturelle
57, rue Cuvier
75005 PARIS

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES PRODUCTIONS ANIMALES EN REGIONS CHAUDES

MEMOIRE DE STAGE

STRATEGIES DE CHEFS D'EXPLOITATION A COMPOSANTE ELEVAGE BOVIN VIANDE FACE AUX CONTRAINTES EN PROVINCE NORD DE NOUVELLE-CALEDONIE

par

Aurélie CARMEILLE

Année universitaire 1997-1998

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES PRODUCTIONS ANIMALES EN REGIONS CHAUDES

STRATEGIES DE CHEFS D'EXPLOITATION A COMPOSANTE ELEVAGE BOVIN VIANDE FACE AUX CONTRAINTES EN PROVINCE NORD DE NOUVELLE-CALEDONIE

par

Aurélie CARMEILLE



Lieu de stage : Province Nord, Nouvelle-Calédonie

Organisme d'accueil : CIRAD, Pouembout, Nouvelle-Calédonie

Période de stage : 20 avril-20 septembre 1998

Rapport présenté oralement le : 4 décembre 1998

Résumé

L'élevage bovin en Province Nord représente 55 % de la Production Agricole Finale provinciale et occupe plus de 90 % de la Surface Agricole Utile. Deux communes ont été choisies pour une enquête sur les stratégies des éleveurs ayant des exploitations à composante élevage bovin viande : 22 exploitants, individuels et responsables de groupements, ont été interrogés à Voh sur la côte Ouest et 15 à Ponérihouen sur la côte Est. Le cheptel de ces communes constitue respectivement 12,6 et 3,9 % de celui de la Province Nord. Les résultats d'abattage OCEF* révèlent que Voh est la 2^{ème} commune de la Province, et Ponérihouen la plus importante de la côte Est.

Sur la côte Ouest la production est majoritairement orientée vers de l'embouche de qualité, tandis que sur la côte Est les exploitants commercialisent davantage de veaux, et ce en partie de par les conditions agroécologiques. La pluriactivité est courante chez les chefs d'exploitation à composante élevage bovin en Province Nord. L'élevage est une activité secondaire dans 62 % et 75 % des cas de Voh et Ponérihouen. Il procure 20 à 40 % des revenus des ménages.

Cette production bénéficie de nombreuses aides : acaricide gratuit, taxes à l'importation de matériel réduites, gazole, vermifuge et engrais à prix réduits, prêts à taux faibles. Malgré ces aides, près de 40 % des éleveurs ne vermifugent jamais. Ils optent souvent pour une extensification raisonnée avec peu d'intrants et peu de travail. Un groupement de 20 éleveurs existe à Ponérihouen. Quelques perspectives et propositions sont avancées.

Mots – clés

Elevage bovin - Nouvelle-Calédonie - Province Nord - contraintes - pluriactivité - aides - stratégie - intensif - extensif - gestion - système d'élevage

Résumé	2
Remerciements	5
Présentation de l'étude.....	6
Introduction	9
1 - Présentation générale et caractérisation de l'élevage bovin dans la Province Nord.....	10
11 – Historique, évolution et contextes	10
111 - <i>Elevage : une activité importée par les colons et consommatrice d'espace</i>	<i>10</i>
112 - <i>Quelques aspects du contexte à Voh</i>	<i>12</i>
113 - <i>Quelques aspects du contexte à Ponérihouen.....</i>	<i>13</i>
114 - <i>Influence du passé sur l'éleveur</i>	<i>14</i>
115 - <i>Emergence de groupements</i>	<i>14</i>
12 - Importance économique de la filière.....	15
121 - <i>Poids économique en Province Nord.....</i>	<i>15</i>
122 - <i>Place du secteur rural à Voh et Ponérihouen.....</i>	<i>16</i>
123 - <i>Elevage et pluriactivité.....</i>	<i>17</i>
124 - <i>Revenus de l'élevage pour les exploitants.....</i>	<i>19</i>
13 - Appui et orientation des services techniques	19
14 - Aides à l'élevage bovin en Province Nord : mythe ou réalité ?.....	21
141 - <i>Aides directes et subventions</i>	<i>21</i>
142 - <i>Aides indirectes souvent oubliées (ERPA*)</i>	<i>26</i>
143 - <i>Prêts (CAM, BCI) : comment obtenir un prêt ?</i>	<i>28</i>
144 - <i>Evolution des aides : quelques chiffres significatifs.....</i>	<i>28</i>
2 - Les contraintes de la filière élevage.....	30
21 - Externes à l'exploitation	30
211 - <i>Climat : El Nino, la sécheresse chronique ; cyclones et inondations.....</i>	<i>30</i>
212 - <i>Commercialisation</i>	<i>31</i>
22 - Internes à l'exploitation	35
221 - <i>Foncier : redistributions et mise en valeur</i>	<i>35</i>
222 - <i>Social et coordination des éleveurs.....</i>	<i>36</i>
223 - <i>Principale contrainte sanitaire : le détiqage.....</i>	<i>38</i>
224 - <i>Gestion</i>	<i>39</i>

3 - Stratégies des éleveurs face aux contraintes.....	41
31 - Stratégies d'optimisation du système d'élevage.....	41
311 - <i>Des objectifs variables selon le système</i>	<i>41</i>
312 - <i>Des facteurs de production pour orienter la stratégie.....</i>	<i>41</i>
313 - <i>Des types de stratégies possibles</i>	<i>43</i>
32 - Analyse des stratégies adoptées par des éleveurs face aux contraintes	44
33 - Stratégies diverses	48
331 - <i>Choix de classification.....</i>	<i>48</i>
332 - <i>Accords entre les éleveurs.....</i>	<i>48</i>
Perspectives et propositions	51
Conclusion.....	54
Index des abréviations	55
Glossaire.....	56
Bibliographie.....	57
Liste des illustrations	59
Annexes	60

Remerciements

Aux exploitants de Ponérihouen et Voh ayant eu la patience de répondre à mes questions saugrenues !

A Moïse, et les personnes qu'il m'a fait rencontrer !

A Raymond DIELA HAULI, Homme passionnant sachant faire partager des moments de vie kanaque et aimant échanger !

A Gérard DUVALLET qui m'a permis de faire ce DESS !

A Thierry GUERVILLY pour ses conseils, son soutien, et ses raclettes au groupe électrogène au campement de Poya ! Et en avant Guingamp's : tu vas finir par arriver 1er quand tu n'auras plus personne au bout de la corde !

A Marcel DJAMA, même malgré tes sourires sarcastiques en coin lorsque tu savais que j'étais perdue !

A Marie-Rose Mercoiret qui m'a appris à écouter et être ouverte (j'en ai abandonné mon questionnaire !)

A l'équipe CIRADIENNE m'ayant permis de réaliser ce stage, dans des conditions agréables : Daniel BOURZAT, Nicolas BARRE pour ses conseils multiples, son soutien, la marche inoubliable dans le parc de la Rivière Bleue à la découverte des Notous,

A Bernard FAYE qui a regretté de ne pas rencontrer de dromadaire calédonien !

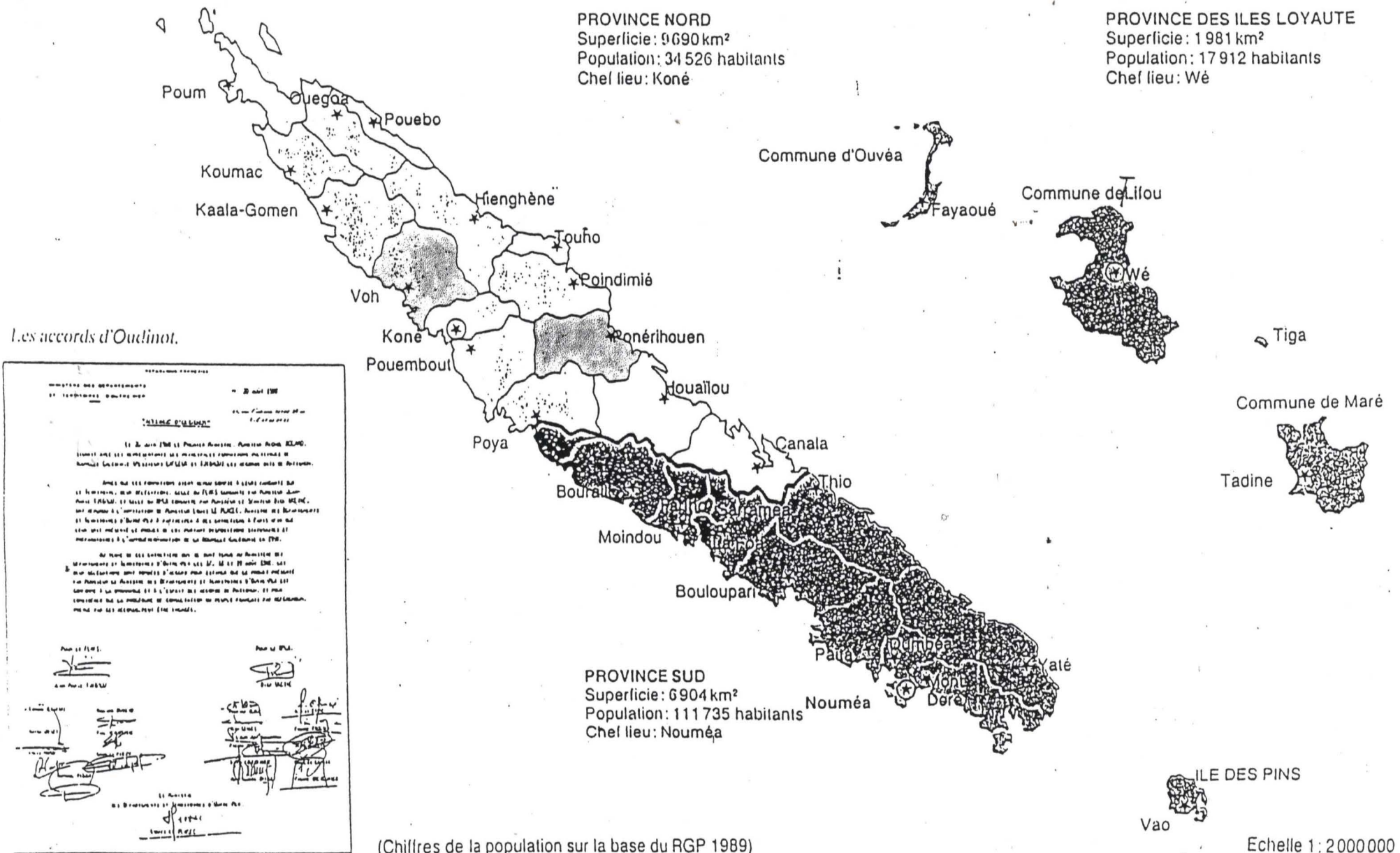
A l'équipe des VAT : Vive la marche !

A tous ceux que j'ai pu rencontrer sur le Caillou avec qui j'ai partagé divers moments agréables !

Au cru 1998 du DESS : dans l'espoir que nous nous reverrons tous au moins une fois par an !

A ma famille à qui je cause beaucoup d'angoisses même lorsque je suis à l'autre bout du monde. Merci de votre immense patience et amour !

Figure 1 : Découpage administratif de la Nouvelle-Calédonie
Source : ORSTOM, 1989



(Chiffres de la population sur la base du RGP 1989)

Echelle 1: 2 000 000

Présentation de l'étude

L'élevage bovin calédonien est imbriqué dans un système où interviennent le foncier, l'agriculture, les relations sociales, l'économie de la région, et d'autres facteurs. Aussi, ce stage proposé par le CIRAD-TERA, en coordination avec le CIRAD-EMVT, étudie la place de l'élevage bovin dans les agricultures familiales. Pour obtenir une vision générale de la situation, des acteurs de la filière, de l'éleveur, aux représentants des banques, de la Chambre d'Agriculture, de l'ERPA, de la DDRP ou de l'OCEF, ont été rencontrés. Par ailleurs, afin d'appréhender le milieu, les systèmes d'élevage bovin, de découvrir les exploitants nous avons suivi ou participé à des **activités de la vie quotidienne des éleveurs** (tri du bétail, séances de castration, d'identification, de vermifugation, de détiquage, d'embarquement du bétail dans les camions de l'OCEF, d'abattage), à des **manifestations** (journée élevage bovin organisée par la DDRP*, foire agricole de Bourail, vente de reproducteurs et Assemblée Générale de l'UPRA Bovine* à l'occasion de la fête du "bœuf en folie" de Koumac, colloque Environnement et faune sauvage, réunion concernant l'organisation de la tribu de Ouelisse à Voh). De plus, nous avons pris part à des **enquêtes** menées par le CIRAD-EMVT concernant la résistance de la tique du bétail au Butox (produit déparasitant) sur des exploitations de la Province Nord, afin d'acquérir des notions sur les moyens de lutte contre la tique du bétail.

Matériel et méthode

Une **recherche bibliographique** (*Aspects techniques et économiques de l'élevage bovin en Province Nord de Nouvelle-Calédonie*, 1997) a été réalisée afin de rassembler les données existantes les plus récentes permettant de préciser la place de l'élevage bovin dans des systèmes pluriactifs, le contexte géographique, historique, social et économique. Par ailleurs, les **exploitations agricoles marchandes**, individuelles et collectives, en et hors tribu, de la Province Nord ont été recensées selon les 3 antennes de la DDRP et par commune. Un **premier échantillonnage** a été réalisé afin de définir des **zones d'étude** représentatives de l'ensemble de la diversité des systèmes d'élevage en Province Nord : **Voh sur la côte Ouest** et **Ponérihouen sur la côte Est**. Considérant que le nombre d'exploitations marchandes, d'après le Recensement Général de l'Agriculture 1991, n'est que de 91 pour Voh, et 53 pour

Ponérihouen, un second échantillonnage à **40 %**, (sur des critères de taille des exploitations et nombre de têtes, localisation, pluriactivité ou non, revenus extérieurs à l'élevage) a permis de sélectionner à **Voh, 19 exploitants** individuels hors-tribu, Européens et Mélanésiens, dont 2 en tribus. Les entretiens ont été réalisés avec des éleveurs intensifs, des retraités, des éleveurs-agriculteurs, des exploitants ayant juste quelques têtes en "à côté". De plus, **3 exploitations collectives** en tribu ont été étudiées. A **Ponérihouen, 15 exploitants, dont 3 responsables de groupements**, ont été rencontrés. Peu d'éleveurs et responsables de groupements ont été enquêtés, mais ils étaient représentatifs de l'élevage de chaque zone.

Selon le contact avec l'éleveur, les **entretiens** ont eu lieu sur la base d'un questionnaire d'enquête, figurant en annexe, ou d'une grille d'analyse. En parallèle, nous avons réalisé une enquête concernant l'origine des revenus de 12 ménages résidant en tribu sur la commune de Voh. Ce travail organisé par le CIRAD-TERA, à l'échelle de la Province Nord, a permis de compléter les résultats économiques sur les zones d'étude. .

Interprétation des résultats

A partir d'indicateurs zootechniques significatifs et d'indicateurs de second ordre, figurant en annexe, chaque système d'élevage a été caractérisé, et la stratégie de l'exploitant définie. Selon les rapports avec les exploitants, les coûts de production, la rentabilité économique et la part des revenus générés par l'élevage ou une autre activité, ont été calculés, en prenant en compte retraites, cotisations sociales, revenus extérieurs.

Les résultats présentés considèrent l'ensemble des exploitants enquêtés dans chaque commune.

100 Fcfp = 5,496 FF en février 1999

Problèmes rencontrés sur le terrain

Les échantillons d'exploitants ont été biaisés car certains n'étaient pas disposés à un entretien pour des motifs de disponibilité, de santé, ou par convictions personnelles. D'autres, déjà sollicités par le CIRAD, n'ont volontairement pas été interrogés.

Par ailleurs, même si les entretiens sont confidentiels, il n'est pas toujours aisé d'obtenir des informations économiques lors d'une première rencontre (41 % de données

économiques obtenues à Voh et 60 % à Ponérihouen). La véracité de certaines données est donc parfois à mettre en doute.

Enfin, étant donné que les éleveurs ne tiennent pas tous de comptes, il n'est souvent pas possible d'obtenir des données chiffrées claires. Aussi, nous avons travaillé au départ avec les exploitants, sur des aspects qualitatifs, afin d'aborder ensuite, quand cela est possible, des données quantitatives économiques.

Objectifs de recherche

Quelle place de l'élevage bovin viande dans des systèmes pluriactifs ?

Quelles stratégies des exploitants face aux contraintes des systèmes ?

Quelle place accorder à l'élevage dans les programmes de développement et quelle orientation de l'appui à ce secteur ?

Introduction

Riche d'espace, la Nouvelle-Calédonie possède un élevage bovin allaitant semi-extensif, où les animaux ne sont nourris pratiquement qu'avec des fourrages. Si l'élevage, première production agricole du Territoire, est une vieille tradition rurale, cette filière a évolué sur divers plans. Les progrès techniques et le recours à la génétique ont permis d'améliorer, dans certaines exploitations, les pratiques de conduite des troupeaux et les races présentes sur le Territoire. De plus, les mouvements politiques des dernières décennies ont contribué à remodeler le paysage de l'élevage bovin calédonien. Européens et Mélanésien ne semblent pas toujours intégrés de la même manière dans cette production de viande, selon les zones agricoles considérées.

Par ailleurs, des différences existant entre les Provinces du Territoire, au sein de la Province Nord entre les zones nord, est, ouest, de nombreuses disparités peuvent être mises en évidence entre les systèmes d'élevage bovins calédoniens. Mais des tendances sont toutefois apparentes. Aussi, dans le cadre institutionnel, politique, économique et social actuel de la Nouvelle-Calédonie, on peut se demander quelle est la place de l'élevage bovin viande en Province Nord, dans des exploitations à composante bovine. Quelles sont les aides attribuées au secteur bovin ? Quels sont les facteurs importants influents sur cette production et les contraintes majeures ? Face à ce contexte et aux difficultés, quelles sont les principales stratégies déployées par les éleveurs ?

Pour cette étude, la production de viande bovine a été abordée du point de vue de l'éleveur, grâce à des entretiens avec des exploitants choisis de deux communes de la Province Nord : Ponérihouen sur la côte Est, et Voh sur la côte Ouest.

A partir de ces résultats, des axes de développement, s'appuyant sur des réalités sociales et économiques, pourront être suggérés.

1 - Présentation générale et caractérisation de l'élevage bovin dans la Province Nord

11 – Historique, évolution et contextes

L'histoire de l'élevage dans l'île permet d'appréhender les contraintes auxquelles sont confrontés les éleveurs actuellement, et de comprendre les stratégies des chefs d'exploitation.

111 - Elevage : une activité importée par les colons et consommatrice d'espace

L'Anglais James Paddon introduisit les premiers bovins en 1850 sur l'île Nou. Les trente premières années de la colonisation rurale consacrent la domination des grands éleveurs de la côte Ouest, venus d'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande. Ils ont des domaines de plusieurs centaines voire milliers d'hectares. L'élevage extensif a eu un succès grandissant auprès d'eux. Il a permis à des éleveurs d'avoir des résultats qu'aucune entreprise (sauf le commerce) ne donnait à l'époque, en Nouvelle-Calédonie, en faisant paître les troupeaux sur d'immenses terrains et en payant au Domaine une faible redevance. Les éleveurs mettaient quatre ou cinq fois plus de bétail que cette surface ne pouvait en nourrir. Le troupeau pâturait et se développait alors sur les surfaces voisines. Ces divagations de bétail étaient parfois au détriment des cultures mélanésiennes. D'ailleurs certaines tribus de la région de Voh furent repoussées dans la chaîne. Entre 1860 et 1878, le bétail a considérablement augmenté : de 50 têtes en 1853, il atteint 80 000 têtes en 1878. Provenant d'Australie, les bovins sont donc de races anglo-saxonnes (Durham, Hereford, Devon et Angus). A cette époque déjà, les fonctionnaires spéculent sur le bœuf : ils achètent des souches qu'ils confient, en métayage au tiers, aux colons, participant à l'investissement en cheptel vif dont le financement restait le goulot d'étranglement pour les éleveurs dépourvus de capitaux. Le problème du marché ne se pose pas. La demande reste constamment supérieure à l'offre et l'Administration achète toute la production à des prix d'autant plus intéressants, que les coûts d'exploitation sont faibles. On estime que le revenu annuel du troupeau s'élève à 33 % du capital qu'il représente. L'élevage apparaît comme la première véritable spéculation calédonienne.

Cette technique d'élevage est à l'origine des grandes propriétés latifundiaires, par un accaparement du foncier. Les incidents sur les cultures se multipliant, la seule mesure préservatrice était de clôturer les propriétés. Mais alors qui financerait les barrières : des colons, des Mélanésiens ou l'Administration, les éleveurs refusant de clore leur propriétés ?

En milieu autochtone, l'élevage a mis du temps à se développer. Progressivement, les Mélanésiens furent amenés à s'intéresser aux bovins, acquérant leurs premiers rudiments techniques en s'engageant comme *stockmen* sur les stations européennes. Selon Alban Bensa (1990), les enfants puis les petits-enfants des pionniers ont progressivement préféré à la polyculture laborieuse et aléatoire (contrainte par l'humidité, la chaleur, les cyclones, les sauterelles, les parasites et l'absence d'émulation économique), l'élevage extensif de bovins qui nécessitait peu de soins et était subventionné par l'Etat. Les troupeaux, souvent à demi-sauvages, permettaient à une paysannerie blanche de vivre. Sur leurs domaines ou stations, dans les plaines de la côte ouest, les vallées encaissées de l'est ou du nord, les broussards sont devenus ces *stockmen*, ces *cowboys* aimant la vie mouvementée de la brousse, les longues traversées de la chaîne ou du Territoire à cheval pour conduire le bétail. En appoint à l'élevage, les colons plantèrent du café, sur les terres fertiles, qui sont souvent aujourd'hui utilisées pour le bétail.

De 1878 à la fin de la seconde guerre mondiale, l'élevage bovin va entrer dans une série de crises liées à la contraction de la demande, aux crises minières successives (notamment celle de 1883-88), et à la récupération de bovins ensauvagés. L'effondrement des cours limite les abattages et facilite la prolifération anarchique du bétail, et donc la dégradation des pâturages. En 1905, le scénario est similaire lors d'une nouvelle crise minière. En 1917, l'effectif bovin est de 150 000 têtes, mais en 1930 il redevient inférieur à 100 000 têtes suite aux répercussions de la crise de 1929.

L'évolution des systèmes d'élevage a été marquée par les accords de Matignon en 1988, à la suite desquels la réforme foncière va abolir le système latifundiaire. Afin de mettre les terres qui leur ont été attribuées en valeur, les Mélanésiens se lancent souvent dans l'élevage. Certains avaient déjà travaillé comme *stockmen* sur les exploitations des Européens et connaissaient déjà des pratiques d'élevage.

(Sources : Mme Gladys HERVOUET, qui faisait partie du groupe de Personnes d'Histoire de la commune de Voh. Exposition réalisée par le Groupe d'Histoire de la commune de Voh)

Dans la vallée de Voh, 5 villages mélanésiens étaient installés sur la rive gauche de la rivière, et 3 sur la rive droite. Ces derniers auraient disparu 10 ans plus tard. En effet, en 1890, les Kanaks auraient déserté la rive droite suite à des guerres avec les tribus de l'intérieur et se seraient réfugiés à Koné. Les Européens sont arrivés à Voh par groupes, à partir de janvier 1892. Deux Européens se sont installés près des tribus sur la rive gauche où ils avaient une petite cafétéria et un paddock pour la halte des troupeaux de bétail en voyage de Ouaco à Nouméa. Au début, seuls les européens faisaient de l'élevage. Le bétail divaguait et détruisait les cultures vivrières des mélanésiens. Il les poussait donc à fuir dans la chaîne. Quelques familles de colons éleveurs ont des descendants ayant aujourd'hui encore du bétail. La rive droite de la rivière Voh a été morcelée en parcelles de 5 hectares, pour que les colons puissent s'installer. Ils ont défriché ces terres d'alluvions inondables pour faire des plantations et du café. Les tribus qui étaient déjà là acceptèrent de se cantonner sur la rive gauche de la rivière Voh : 220 hectares de terres excellentes et 300 hectares de pâturages. Mais en 1894, le gouverneur Feillet négocie l'acquisition de cette rive, aux Mélanésiens : 200 hectares sont acquis pour 2 000 Fcfr aux Kanaks (Feillet, 15 juin 1899). Vers 1900, tandis que les " colons Feillet " commencent à installer leurs plantations de café sur les nouveaux lots de cette rive, les Kanaks partirent sur Gatope et Tiéta. Les gens de l'actuelle tribu de Oundjo viennent surtout de Koné, les terres de Pinjen ayant été reprises par la société Ballande.

Ces considérations permettent d'approcher les difficultés foncières rencontrées encore actuellement.

Le Nord appartenait à la société de conserverie Ouaco, à Voh, créée en 1888. Elle a permis de faire tourner l'économie du pays et de rétablir une situation d'offre et de demande viable pour l'élevage durant une époque. Elle a été fermée après la guerre. En 1960, cette société, aussi station d'élevage, possédait 7 500 têtes.

Par ailleurs, l'activité minière a été importante dans la région et a drainé une main d'œuvre tonkinoise et japonaise.

A Voh et Témala, les Européens possédaient des plantations de café sur les terres alluviales. Ils embauchaient des Mélanésiens pour la cueillette, qu'ils payaient un prix dérisoire (vers 1950, 1000 à 1200 Fcfp / jour). Les hommes et les femmes étaient payés par le chef de la tribu qui gardait une partie des revenus pour la chefferie. Certains colons se sont installés à Témala où ils ont fait du café et de l'élevage. Les agriculteurs étaient relativement pauvres. Ils possédaient 5 hectares de terres. L'arrivée des Américains aurait transformé l'agriculture. Ils louaient des terres aux Kanaks. L'agriculture a connu un essor jusqu'en 1960 puis a décliné.

Ces diverses activités économiques de la zone mettent en perspective les taux élevés de pluriactivité des exploitants-éleveurs de la Province Nord.

113 - Quelques aspects du contexte à Ponérihouen

Vers 1863 a eu lieu l'affaire de Ponérihouen. Elle est née de guerres intertribales où les Européens n'étaient pas directement impliqués, si ce n'est par des retombées fâcheuses subies par des colons isolés. Plusieurs conflits opposaient en effet les gens de Ponérihouen détenteurs de la grande chefferie et leurs alliés de Mou et de Monéo à leurs voisins septentrionaux et méridionaux. Ainsi, au Sud, entre Mou, Monéo et Houaïlou se situe la limite de l'aire linguistique Pati et Ajié. Cette frontière se caractérise par une imbrication de clans venus des deux ensembles culturels. Les villages de Néavin ou Bâ rassemblent des clans originaires de Ponérihouen, de Monéo, voire de la Tchamba, à côté d'autres provenant de la vallée de Houaïlou. En septembre 1863, les gens de Monéo viennent dévaster les plantations de Nékoué, tandis que ceux de Mou maltraitent les colons Lecaille et Grandy, les contraignant à abandonner leur station. (Peter Grandy était installé sur le littoral au sud de l'embouchure de la rivière de Ponérihouen).

Ponérihouen regroupe 13 tribus, éparpillées entre les vallées creusées par les rivières. La commune est découpée en 2 districts : Monéo (regroupant 3 tribus) et Ponérihouen (regroupant les autres).

114 - Influence du passé sur l'éleveur

Que ce soit au niveau de l'historique du foncier, des hommes, de l'élevage, des autres activités, le passé a façonné les exploitants et les propriétés. Il est toujours présent dans les esprits et a une grande influence sur le chef d'exploitation et son mode de gestion. Aussi, il est à prendre en considération. Ainsi, nombre d'exploitants ont été marqués par les périodes de sécheresses au cours desquelles ils ont perdu parfois beaucoup de têtes. En prévoyance de nouvelles années sèches, ils décapitalisent avant.

Par ailleurs, dans l'esprit de certaines personnes, l'élevage est une activité qui demande peu de soins et de travail. Au cours des entretiens, les éleveurs ont parfois cherché à se défaire de cette image négative, en montrant ce qu'ils ont effectué sur leur exploitation. Certes, l'élevage extensif ne demande pas toujours autant de travail que certaines cultures, bien que des éleveurs se consacrent à cette activité, et d'autre part, beaucoup occupent le reste de leur temps avec la pluriactivité.

115 - Emergence de groupements

Il n'existe pas moins de 120 GIE d'élevage sur la Province Nord. Sur la côte est, un élevage sur 2 ou 3 est de type collectif (GIE ou Société Civile), c'est dire son importance et le poids économique potentiel qu'il représente. C'est pourquoi nous en avons étudiés quelques uns. Mais n'étant pas le thème central de l'étude, les entretiens concernant leur fonctionnement figurent en annexe.

12 - Importance économique de la filière

121 - Poids économique en Province Nord

Le poids économique de l'élevage bovin en Province Nord est indéniable. En effet, en 1994, l'enquête DAF* recensait 108 000 têtes sur le Territoire, dont 58 614 en Province Nord ; soit en 1997, la valeur de la production bovine s'élevait à 560 000 000 Fcfp (contre 1 037 000 000 Fcfp en Province Sud), représentant 55 % de la Production Agricole Finale provinciale. Il en est de même en matière d'occupation de l'espace rural puisque plus de 90 % de la SAU de la Province est exploitée pour cette activité.

Ces chiffres sont à mettre en regard avec le nombre de personnes vivant sur les exploitations concernées : 5 à 10 % de la population agricole de la Province.

Mais la filière bovine touche beaucoup plus de monde et de revenus que les seuls éleveurs directement impliqués : pluriactifs ou exploitants ayant seulement quelques têtes et ne pouvant être qualifiés d'éleveurs, boucheries (dont une à Voh), transporteurs, restauration, agro-fouritures, occupation et entretien des espaces, création du paysage, Services Techniques d'appui à la filière.

L'élevage bovin est un des secteurs agricoles et ruraux dans lequel les Mélanésiens se sont largement impliqués, avec une maîtrise technique de certaines formes d'exploitation et des résultats économiques tangibles.

L'élevage a joué et continue donc à jouer un rôle de premier plan, tant pour l'économie rurale de la Province, que pour l'occupation et la mise en valeur de l'espace foncier. En particulier, il constitue l'activité principale réalisée sur les terres redistribuées dans le cadre de la réforme foncière.

Mais des ombres sont à apporter à ce tableau, car l'élevage est soumis à diverses contraintes actuellement.

figure 3 : Classification des abattages OCEF 1997 par type et par commune

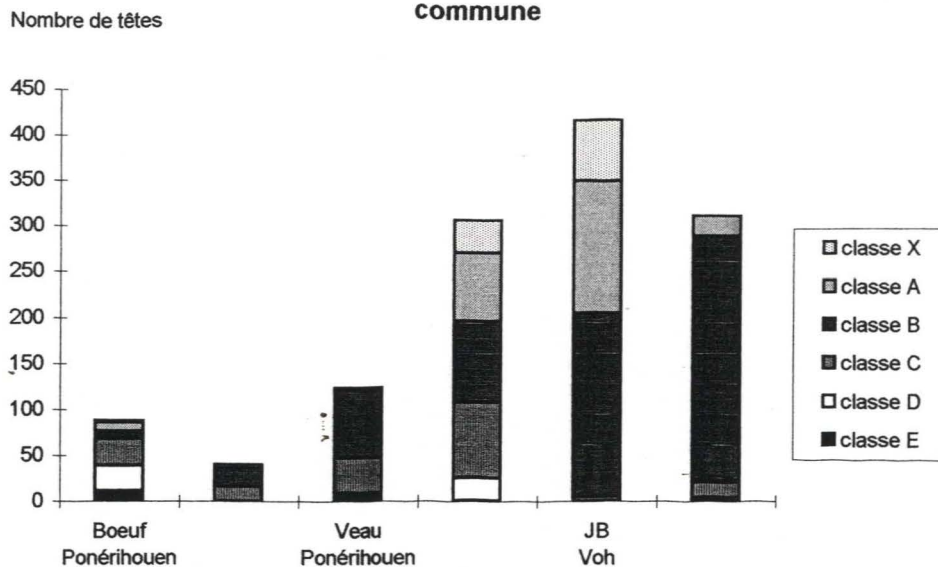
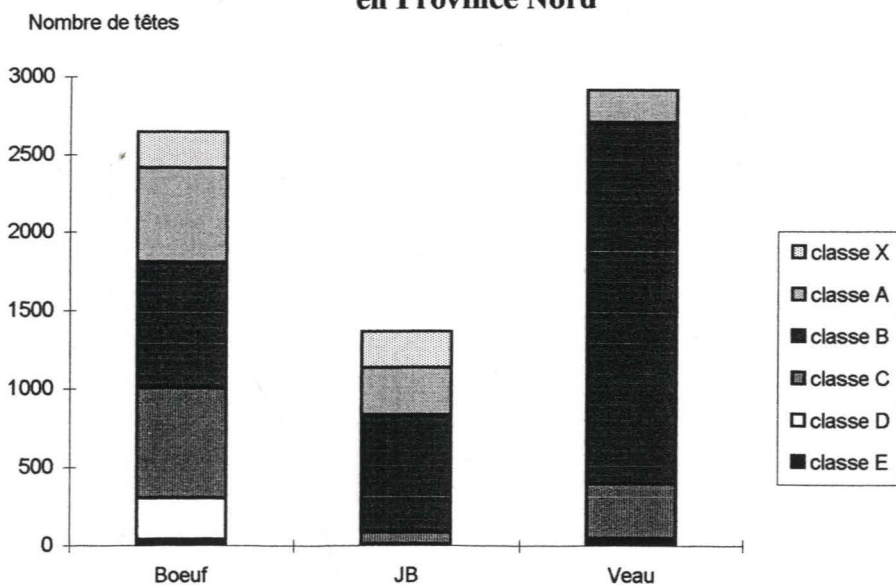


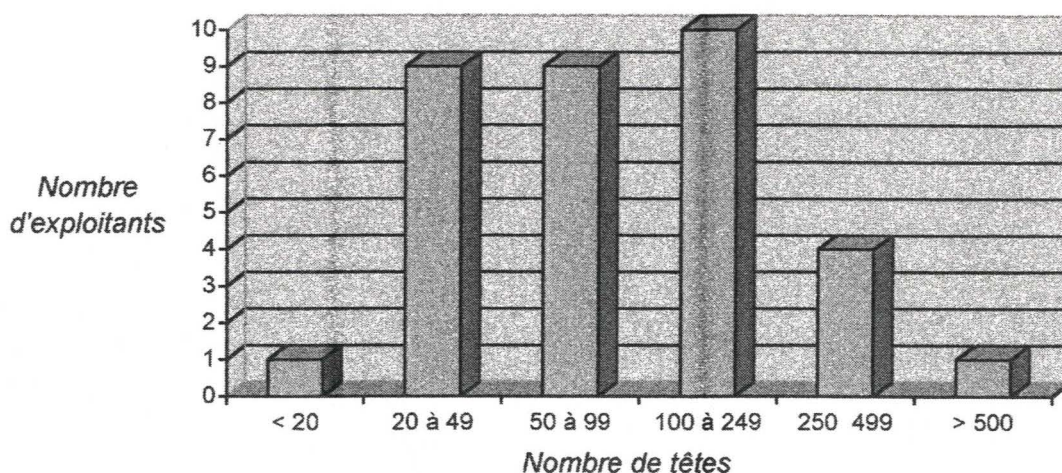
figure 4 : Classification des abattages OCEF 1997 par type, en Province Nord



Quelques chiffres, d'après le Recensement Général de l'Agriculture (1991), donnent un aperçu de la place de l'élevage dans ces communes et mettent en évidence quelques différences rencontrées entre les deux côtes.

A Voh, 61,9% de la population est agricole, répartie sur 243 exploitations, dont 56,8 % sont marchandes, et 69,1 % siègent en tribu. La superficie consacrée aux fourrages et pâturages est de 98,4 % de la SAU de la commune. La taille moyenne d'une exploitation est 156 ha. Le cheptel bovin était de 7 415 têtes, soit 12,6 % de celui de la Province Nord. Le nombre moyen de bovins par élevage est de 83 têtes. D'après les données de l'Etude complémentaire issue de l'Enquête Bovine 94 (DAF, 1996, p.85), la commune de Voh comptait **34 exploitations bovines marchandes**, et **4 159 têtes** de bovins.

Figure 2 : Répartition des 34 exploitants de Voh selon la taille du cheptel



Aussi, les 19 exploitants individuels rencontrés ont été choisis en fonction du nombre présumé de bovins (car il est variable selon les ventes, achats et naissances au cours de l'année).

A Ponérihouen, 75,6 % de la population est agricole, répartie sur 440 exploitations, dont 34,5 % sont marchandes, et 96,4 % siègent en tribu. La superficie consacrée aux

fourrages et pâturages est 87,3 % de la SAU de la commune. La taille moyenne d'une exploitation est 86,7 ha. Le cheptel bovin était de 2 337 têtes, soit 3,9 % de celui de la Province Nord. Le nombre moyen de bovins par élevage est de 62,8 têtes.

Les **résultats d'abattage** par commune et par Province fournis par l'OCEF pour l'année 1997 révèlent le poids des communes d'étude par rapport à l'ensemble de la Province Nord. Précisons que ces données ne tiennent pas compte des abattages non officiels.

Ainsi, **Voh** est la **2ème** (après Pouembout) avec 1 033 têtes abattues pour un poids de 215 430 kg. Avec l'abattage de 267 têtes de bovins pour un poids de 41 836 kg, la commune de **Ponérihouen** est, avec celle de Houaïlou un des centres d'élevage de la côte est. Ainsi, elle réalise 52 % des ventes de la côte est de GB *, 67 % de JB * et 22 % de veaux.

Les classifications d'abattage permettent aussi de comprendre l'orientation globale de la production bovine destinée à l'OCEF de ces communes. A Voh, le système est essentiellement de l'embouche de qualité (voir figures) : les abattages de jeunes bovins sont majoritaires avec 415 têtes, (contre 311 veaux dont 86,2 % classé A, 307 gros bovins dont 29 % classé B), dont 48,2 % étaient classées B, et 34,7 % classées A.

A Ponérihouen, les abattages de veaux sont majoritaires avec 124 têtes (contre 103 gros bovins et 40 jeunes bovins), dont 60,5 % classés B et 30,6 % classés A. Les pourcentages d'animaux surclassés sont faibles. Les poids moyens carcasse sont relativement faibles par rapport à ceux de l'ensemble des communes de la côte est.

Tableau I : Les poids moyens carcasse de communes de la côte est

(Source : OCEF, 1997)

<i>Communes</i>	<i>GB</i>	<i>JB</i>	<i>Veaux</i>
Canala	237	180,8	106,3
Houaïlou	180	178,5	104,5
Ponérihouen	215,6	159,7	106,8
Poindimié	237,7	139,8	111,6
Touho	0	0	0
Hienghène	202,7	162,2	122,3

Selon la zone considérée, les conditions de l'élevage sont différentes, d'où des stratégies des éleveurs concernant l'aspect économique variées.

A partir des listes fournies par les antennes de la DDRP de Poindimié et Pouembout, et/ou réalisées conjointement avec elles, des producteurs marchands de la zone, nous avons réalisé une liste des exploitations à caractéristique élevage bovin : de celles dont la principale production est l'élevage, à celles n'ayant que quelques têtes (commercialisant une autre production ou ne commercialisant pas du tout).

Des précisions concernant les chefs d'exploitations à composante élevage bovin enquêtés, sont à apporter. La sélection a été effectuée en fonction :

- des contraintes de l'élevage sur chaque zone,
- de la représentativité des producteurs de la commune,
- de la pluriactivité des exploitants, du nombre de têtes, des diverses formes de revenus des exploitants (retraite, allocation vieillesse, subventions),
- des aspects méconnus d'une unité de production

L'élevage est souvent indissociable de la pluriactivité, qu'elle soit agricole (autre élevage que bovin, cultures, apiculture...), paraagricole (pêche, gîte...) ou extraagricole avec une activité professionnelle. L'enquête menée sur les revenus des ménages en tribus a permis de constater à Voh que tous les Kanaks commercialisant en individuel des bovins étaient salariés (chauffeurs de car, employés SMSP, maçon, employé communal...), retraités, ou n'avaient pas plus de 3 enfants à charge. Ils ne sont pas éleveurs strictement. Mais, ainsi que nous l'expliquons par la suite, certains d'entre eux sont motivés pour créer un groupement d'élevage constitué de personnes vivant en tribu, afin d'améliorer la production et de structurer cette activité (le bétail est souvent sauvage et vendu occasionnellement).

A Voh, 5 personnes n'ont que l'élevage bovin viande, dont 2 sont retraitées (anciennement pluriactifs), 1 ayant d'énormes problèmes de trésorerie et devant réaliser des emprunts pour poursuivre son activité d'élevage, 1 ayant arrêté temporairement de cultiver melons et pastèques, 1 Mélanésienne habitant en tribu et ne vendant qu'occasionnellement afin d'avoir le minimum pour vivre. **Dans 62 % des cas, l'élevage est l'activité secondaire.**

A Ponérihouen, seulement un exploitant enquêté ne fait que cette activité, qui est un moyen d'avoir des revenus, en plus de l'aide de ses enfants qui travaillent. Il y a très peu de gestion du troupeau et le coût de production est quasiment nul. **Dans 75 % des cas, l'élevage est une activité secondaire, et dans 12,5 % une tierce activité.** Notons que l'exploitant est selon les cas pluriactif, mais cette activité lui permet d'entretenir une autre personne de sa famille (sa mère souvent).

Tableau II : Elevage et combinaisons d'activités des exploitants enquêtés

(en % des éleveurs de chaque échantillon)

Type d'activité	Elevage	Elevage /Agricole	Paraagricole (gîte)/ Elevage	Extraagricole / Elevage	Extraagricole/ Elevage/Agricole
A Voh*	23	27	5	23	12
A Ponérihouen	6	25	0	50	19

*Un exploitant retraité n'a aucune activité, son fils s'occupe du bétail, ce qui explique que le total ne fasse pas 100 %.

124 – Revenus de l'élevage pour les exploitants

L'élevage bovin apparaît souvent comme un **moyen d'augmenter les revenus** des exploitants pluriactifs. Dans les systèmes extensifs, **l'investissement minimum** permet d'obtenir des coûts de production du kilogramme de carcasse faibles, de l'ordre de 40 Fcfp / kg, alors que dans les systèmes intensifs, ils sont supérieurs à 400 Fcfp / kg.

La place de l'élevage dans les revenus des ménages est très variable : de 0 % si l'exploitant cède tous les revenus de cette activité à un parent, à 100 % si il ne vit que de cette activité. Pour les exploitants enquêtés de Voh et Ponérihouen, le plus fréquemment, l'élevage apporte de 20 à 40 % des revenus du ménage.

13 - Appui et orientation des services techniques

Les interventions de la DDRP se font principalement à la demande des producteurs. Les exploitants ne se manifestant pas ne seront pas suivis. Souvent, les contacts entre les deux partis s'établissent lors de demandes CODEV*, mais pas uniquement. De manière générale, la DDRP cherche à poursuivre les actions déjà menées, à adapter les messages techniques et leur communication aux conditions et contextes de production. Ainsi, la mise en œuvre de cet appui est différente selon les antennes, car la demande des agriculteurs, le contexte de l'élevage (climat, milieu, ressources fourragères, social, objectifs poursuivis par les exploitants), sont variables. Sur la côte est, la DDRP de Poindimié organise régulièrement des réunions d'information avec les éleveurs sur la filière, les pratiques, les aspects techniques. Elle distribue des fiches techniques. Elle a tenté de mettre en place des fiches de suivi, mais cela n'a pas été accepté par les éleveurs. Ainsi que nous l'avons vu précédemment, elle s'occupe de mettre en place des groupements d'éleveurs sur chaque commune, afin d'organiser l'écoulement de la production à l'OCEF. Sur les exploitations acceptant d'être suivies, la DDRP préconise de manière générale des intrants minimums, afin d'avoir un coût de production le plus faible possible, et une marge brute la plus élevée possible, selon le contexte du système.

Mais des journées élevage bovin en Province Nord ont lieu occasionnellement entre les divers services techniques, afin de faire un bilan de l'état de la filière, de ses contraintes, et d'essayer de coordonner leurs actions.

14 - Aides à l'élevage bovin en Province Nord : mythe ou réalité ?

Au cours d'entretiens avec divers exploitants, éleveurs intensifs, extensifs, Européens, Mélanésiens, individuels ou collectifs, cette question des aides à l'élevage est apparue un thème récurrent. Aussi, il semblait utile de faire un bilan. En annexes figurent des formulaires d'inscription relatifs à certaines des aides qui suivent.

Quelles sont les aides dont peuvent bénéficier les éleveurs en Province Nord ? Après de quels organismes faut-il réaliser la demande ? Quelles sont les modalités d'attribution d'une aide ? Quel est le montant des aides effectivement versées ?

141 - Aides directes et subventions

Pour pouvoir bénéficier de la plupart de ces aides, il est généralement nécessaire d'être inscrit au Registre de la Chambre d'Agriculture, et parfois au RIDET*. Théoriquement, il n'est pas compliqué d'obtenir un formulaire d'inscription au Registre, mais les mairies ne sont pas toujours en mesure de le fournir. Par ailleurs, certains exploitants de la chaîne sont confrontés aux barrières administratives et des papiers à fournir, de l'isolement dû aux moyens de transport, au manque de circulation de l'information, faisant qu'ils ne réalisent pas souvent des demandes d'aides. Cependant, la DDRP intervient fréquemment à ce niveau.

a - Inscription au registre de la Chambre d'Agriculture

Au 1er juin 1998, il y avait 2 140 exploitants de la Province Nord inscrits au registre de la Chambre d'Agriculture. Il n'est pas possible d'avoir une liste nominative de ces personnes. La demande d'inscription (voir les *délibérations du congrès, Commission permanente*, JO de la NC, 8 / 02/ 1996) tient compte de la taille de l'exploitation : il faut avoir un minimum de 500 points. Un barème permet de fixer le nombre de points (Annexe à la délibération n°37 / CP du 26 / 01 / 1996). En ce qui concerne les productions bovines, une vache mère apporte déjà 40 points, un bovin à l'embouche 33 points. Il suffit donc d'avoir 12 mères et 1 bovin à l'embouche, ou 1 are de cultures vivrières (20 points).

Les exploitations sont distinguées selon la taille :

- petite exploitation (à la limite du non marchand) de 500 à 1 000 points
- exploitation agricole ayant plus de 1 000 points

Le formulaire d'inscription est disponible théoriquement à la mairie. Il faut le renvoyer à la Chambre d'Agriculture. La DAF contrôle que le seuil des points est atteint. La Chambre d'Agriculture renvoie alors un récépissé provisoire. Le délai est d'environ 1 mois pour l'obtenir. L'inscription doit être suivie de l'inscription au RIDET. Cette inscription permet d'acheter une carte d'exploitant agricole (cotisation de 1 FCFP / point, donc minimum 500 FCFP).

Le statut d'exploitant professionnel agricole permet aux éleveurs d'obtenir :

- une exonération de la TGI
- les bonifications de gazole
- des primes à l'élevage comme la gratuité de l'acaricide

b - Inaccessible DIA !

Sources : Entretiens avec M. FALCO (DAF) et M. DEBIEN (Représentant du Syndicat des Eleveurs pour la Province Nord)

Il n'existe plus d'aide à l'installation des éleveurs. En 1995, la **Dotation d'Installation à l'Agriculture** ou **DIA** avait été prêtée au Territoire par le Fond Européen de Développement pour aider des éleveurs à s'installer. C'est une convention entre le Territoire, l'Etat, et l'Europe. La DIA est attribuée par les Provinces. La limite du prêt est de 5 millions de FCFP à un taux de 5 %, sur une durée de 3 ans. Mais cet argent n'aurait pas été utilisé et serait retourné directement aux prêteurs. La DIA devrait être utilisée prochainement pour l'installation d'un éleveur. La définition de cette aide est actuellement en cours de révision. Des simplifications devraient être proposées.

Pour éventuellement bénéficier de cette aide, les conditions requises sont donc :

Y L'agriculteur doit avoir entre 21 et 35 ans (des dérogations peuvent être obtenues hors de ces limites d'âges).

Y Il doit être de nationalité française.

Y Il doit avoir une capacité professionnelle suffisante. Dans le cas contraire, il suivra une formation. Les critères de formation ou de stage sont variables suivant les Provinces. Pour la Province Sud, par exemple :

- si l'exploitant a un diplôme BEPA, il suivra un stage de 40 heures avec des techniciens de la Province ;
- si l'exploitant a suivi la formation BEPA mais n'a pas obtenu le diplôme, le stage sera de 500 heures ;
- si l'exploitant n'a pas de diplôme, le stage sera de 800 heures.

Y Le projet doit être déposé auprès de la Province.

Y L'exploitant doit s'installer sur un fond d'exploitation viable. Au moins 1 unité de travail familial doit être sur l'exploitation. Une étude prévisionnelle d'installation sur 3 ans sera réalisée afin d'analyser cela.

Y Des conditions de revenus sont nécessaires :

- au minimum 60 % du SMIG,
- au maximum 200 % de revenus, car c'est une aide destinée à l'installation, et non aux exploitations déjà rentables.

Y L'exploitant doit s'engager à transmettre les résultats d'exploitation et la comptabilité, pendant 10 ans, à la DAF et au Territoire.

La DIA n'a été attribuée, jusqu'à présent, qu'à un agriculteur de la Province Sud souhaitant produire du squash et du maïs. Diverses raisons peuvent être avancées pour expliquer le non fonctionnement de cette aide. Les conditions nécessaires sont nombreuses et peu de gens répondent à l'ensemble de ces critères. D'ailleurs, en Province Nord, aucune personne n'a été candidate à l'obtention de cette aide. Et ce car un ensemble de facteurs est défavorable à l'installation de nouveaux éleveurs.

c - Distribution d'acaricides : l'abus (ou la facilité)

Le Butox est distribué gratuitement aux exploitants, par les services de la DDRP, suite à la déclaration tiquicide que l'éleveur a réalisée. Les éleveurs doivent aller le chercher auprès des antennes DDRP, ce qui leur permet de rester en contact avec ces services. Mais certains ne le font pas.

Cependant, on constate que les déclarations de nombre de têtes sont parfois supérieures à la réalité. En effet, certains éleveurs baignent le bétail plus fréquemment que ce qui est préconisé (toutes les 3 semaines au lieu de 4 à 5). La gratuité de l'acaricide ne favoriserait-elle pas cela ?

d - Exonération de la TGI :

Les taxes à l'importation de matériel agricole (**Taxe Générale à l'Importation**) sont diminuées de 6 % pour les éleveurs qui en font la demande et sont inscrits au registre de l'agriculture. Dernièrement, une aide exonérant de 50 % la TGI, pour l'achat d'un véhicule tout-terrain a été accordée aux éleveurs.

e - Bonification sur le prix du gazole, bonification à l'achat de vermifuge, d'engrais

Dans le cadre des mesures destinées à favoriser la réduction des coûts de production en agriculture, une bonification de prix du gazole, utilisé pour la réalisation de travaux définis dans l'annexe de la délibération n° 65CP du 19 juin 1997, est accordée aux agriculteurs et éleveurs. Les bons de gazole avaient été obtenus grâce au syndicat des éleveurs. La Chambre d'Agriculture gère depuis 1997, pour le compte de l'ERPA, ces subventions d'aide au gazole. Le plafonnement de la quantité attribuée est fixé à 50 000 litres maximum par bénéficiaire, et 200 litres minimum. La bonification de prix accordée est fonction de la zone de situation de l'exploitation. Ainsi, pour Nouméa et l'intérieur de l'île, elle est de 15 Fcfp / litre de gazole. En août 1998, le litre de gazole étant à 68,30 Fcfp, avec la réduction il est à 53,30 FCFP. Selon l'ERPA, en 1997, sur le Territoire, 942 demandes ont été réalisées, soit 4 495 bons de gazole à 919 attributaires. En volume total, cela correspond à 4 020 124 litres, soit un montant total de bonification de 6 660 635 Fcfp. Par ailleurs, selon la DDRP, 42 % du litrage attribué a été retiré par les exploitants, près de 42 % n'ont pas consommé un seul litre de gazole à prix bonifié.

En Province Nord en 1997, il y avait 271 bénéficiaires, éleveurs et agriculteurs, (soit 28 % des bénéficiaires du Territoire), pour un volume attribué de 1 104 171 litres de gazole à prix bonifié (soit 27 % du volume total). Les volumes attribués n'étaient utilisés qu'à 44 % au 21 juin 1997, mais cette utilisation en Province Nord est supérieure à celle du Territoire, de la Province Sud et celle des Iles. En effet, les exploitants ne vont pas toujours chercher les bons dont ils bénéficient, ou ils ne s'en servent pas, car ils estiment que le volume ou bien la bonification de prix sont faibles, et que l'aide est mineure. Certains éleveurs ne prennent

même pas la peine de faire la demande. La Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie envisage de transmettre directement par courrier les fiches aux bénéficiaires, de faire une information par leur revue à l'ensemble des inscrits au registre de l'agriculture et de mettre à disposition des formulaires dans les mairies (actuellement, ils sont disponibles auprès de la DDRP et de la Chambre d'Agriculture). Les bons seraient employés à 20,27 % pour le gyrobroyage sur pâturages, à 15,86 % pour le labour pour implantation de pâturages. Le gyrobroyage sur prairies améliorées ne représente que 9,19 % du volume total, l'épandage d'engrais sur pâturages que 1,96 %, et la récolte de fourrages que 0,55 %. Les demandes d'attribution de **bons de gazole à prix bonifié** (voir annexe), détenues par les services de la DDRP, nous ont permis d'avoir quelques données concernant les exploitations enquêtées : superficie de l'exploitation, travaux agricoles réalisés (comme gyrobroyage, labour, épandage d'engrais, irrigation), matériel présent sur l'exploitation (tracteur, pompes d'irrigation). Mais ce sont des indicateurs que nous avons croisés à d'autres informations. En 1998, pour la commune de Voh, 44 demandes d'attribution de bons de gazole à prix bonifié, agriculteurs et éleveurs confondus, ont été réalisées. Elles ont permis d'avoir des informations concernant 18 exploitants de notre échantillon. Sur Ponérihouen, seulement 7 éleveurs enquêtés avaient réalisé la demande.

Les aides du FDEB, gérées par la chambre d'agriculture, à **l'achat d'anthelmintiques** représentent 50 % du montant de la facture de ces produits de chaque éleveur. Elles se sont élevées en Province Nord à **1 603 095 Fcfp** en 1997, soit 33 % du montant total accordé pour cette aide pour le Territoire. Le montant de ces aides en Province Nord étant en augmentation, davantage d'éleveurs vermifugeraient leur bétail. Mais sur les exploitants enquêtés, peu nombreux sont ceux qui vermifugent leur bétail, par choix. A Voh, 42,8 % des exploitants enquêtés ne vermifugent pas du tout, et 40 % à Ponérihouen.

Le vermifuge le plus fréquemment utilisé est le Némizol transcutané, et parfois injectable (qui est remboursé). Le Pagliderme est aussi employé.

La Chambre d'Agriculture gère pour le compte de l'ERPA, des **subventions d'aide aux engrais** pour les pâturages. Le prix de vente à l'éleveur est le prix de sortie usine.

f - Subventions (FDEB, CODEV)

Le **FDEB, Fond de Développement à l'Élevage Bovin** a été obtenu par le syndicat, après discussions avec l'administration et les élus. Il est géré par l'UPRA, est prélevé sur les ventes à l'OCEF. Il est ensuite redistribué aux éleveurs sous la forme de prêt : c'est-à-dire que certains éleveurs peuvent avoir un prêt de 1,5 million de Fcfp pour l'achat de géniteur (reproducteurs UPRA, ou sélectionnés, ou faisant partie du troupeau de la Chambre d'Agriculture) ou la mise en place d'un système d'hydraulique, à un taux de 3 %, sans apport personnel, avec 2 ans de différé, sur 5 ans. Le Crédit Agricole s'occupe de cette caisse. Le syndicat voudrait que le prêt soit de 1,75 million de Fcfp.

Les aides provinciales en **équipement et fonctionnement** relèvent du **Code provincial de Développement**. Pour l'élevage bovin, les taux d'interventions suivent les règles communes applicables aux investissements dans le secteur rural. Le taux de base d'intervention, 30 % sur la base des investissements primables, est modulé en fonction de plusieurs critères : âge du promoteur (le taux d'aide va de 0 à un plafond, qui est divisé par 2 pour les exploitants ayant plus de 40 ans), caractère principal ou secondaire de l'activité d'élevage pour le promoteur, existence ou pas de revenus monétaires extérieurs (le plafond est aussi divisé par 2 pour les pluriactifs), création ou extension d'activité... Pour monter un projet CODEV, et qu'il soit accepté, il n'existe pas de critère précis en dehors de sa cohérence et des revenus générés. Le projet global, et non l'investissement, est étudié.

Certaines mesures spéciales " sécheresse " ont été mises en place en 1993, 1994 et 1997. Elles ont intéressé l'élevage bovin par le biais d'incitations à la production de fourrages, à l'irrigation, à l'acquisition de compléments alimentaires. Ces dernières années, il y aurait eu davantage de projets de mécanisation, d'équipement de l'élevage, par rapport aux achats de bétail.

Actuellement, dans un contexte d'écoulement de la production bovine de plus en plus difficile, la question de l'évolution des critères et des taux d'intervention provinciaux se pose, ce qui suppose une clarification des objectifs provinciaux pour la filière.

142 - Aides indirectes souvent oubliées (ERPA)*

Sources : Entretien avec Mme VIRAPIN (ERPA)

L'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles, suite à la signature d'une convention avec l'OCEF en 1990, intervient en aval de la filière viande bovine. Les aides de l'ERPA ne sont pas versées directement aux éleveurs. Mais étant donné qu'elles financent une partie du fonctionnement de la filière, elles leur permettent d'écouler leur production. Elles leur reviennent donc indirectement.

Les actions de l'ERPA sont de garantir, par l'intermédiaire de l'OCEF, des prix aux éleveurs, de contribuer aux charges de fonctionnement de l'OCEF, réaliser la promotion des produits de l'élevage bovin (reproducteurs et semences) et des viandes locales, prospecter les marchés étrangers. Par son caractère territorial, cet établissement permet de mettre en œuvre une politique d'intervention au profit de tous (du Nord au Sud, en passant par les Iles).

a) A chaque abattage, l'ERPA reverse à l'OCEF :

- 40 Fcfp / kg pour les 3 000 premières tonnes
- 30 Fcfp / kg au-delà

En 1997, le montant total de cette aide **pour le Territoire** était de **128 millions de Fcfp**. Les volumes d'abattage, pour les communes de Voh et Ponérihouen sont respectivement de 215 430 kg, et 41 836 kg. Il est possible d'estimer le montant reversé à l'OCEF pour chacune, soit 8 617 200 Fcfp, et 1 673 440 Fcfp ; soit 6,7 % de l'aide totale pour Voh, et 1,3 % pour Ponérihouen.

b) Pour l'écoulement des abats, l'ERPA reverse 100 Fcfp / kg à l'OCEF.

En 1997, le montant total de cette aide pour le Territoire était de 13,5 millions de Fcfp. Mais ce chiffre comprend aussi les abats de viande porcine, soit environ 25 % du total. L'aide de l'ERPA pour la filière bovine serait donc de **10,125 millions de Fcfp**.

c) Les frais d'atelier de découpe de l'OCEF sont financés par l'ERPA.

Chiffres 1997 : 27 millions de Fcfp, soit pour la filière bovine **20,25 millions de Fcfp**.

d) Aide au fonctionnement de l'unité d'équarrissage.

Chiffres 1997 : 27 millions de Fcfp, soit pour la filière bovine **20,25 millions de Fcfp**.

e) Lors des sécheresses, l'ERPA aide l'OCEF à pratiquer des abattages supplémentaires (par rapport aux besoins du marché), liés aux déstockages des éleveurs. Pour cela, elle pratique de faibles prix afin d'écouler de plus grosses quantités, et finance le différentiel de prix. Cette

opération a été réalisée pour les sécheresses de 1994 et 1996. Ainsi, l'opération "bœuf marmite" de 1995 a nécessité un financement de 40 millions de Fcfp de l'ERPA, afin d'écouler les 100 tonnes de carcasses supplémentaires, transformées en 60 tonnes de viande congelée désossée, et vendues à moins de 1 000 Fcfp les 2,5 kg.

f) Aide à la transformation : Le prix de sortie de la viande à l'OCEF est 320 Fcfp / kg. Les industries de conserves SCPP et Conceb paient 200 Fcfp / kg. L'ERPA prend en charge la différence de tarif.

Chiffres 1997 : 14 millions de Fcfp

g) Aide à l'OCEF à écouler les stock en diminuant les prix.

Chiffre 1997 : 12 millions de Fcfp

h) L'ERPA organise des campagnes publicitaires sur la viande bovine.

Chiffre 1997 : 8 millions de Fcfp

Chiffre 1998 prévu : 5 millions de Fcfp

i) Aide au transport des reproducteurs mâles, inscrits à l'UPRA.

Chiffre 1997 : 900 000 Fcfp pour 46 taureaux

143 - Prêts (CAM, BCI*) : comment obtenir un prêt ?*

Les prêts ont été considérés comme indirectement une aide car ils permettent à quelques éleveurs de débiter dans cette activité, et à d'autres de pouvoir poursuivre en achetant du bétail à emboucher, ou en investissant dans l'exploitation.

Du côté de l'éleveur : Afin que l'atelier élevage bovin de certains exploitants fonctionne, ils réalisent des emprunts à la BCI ou au CAM, selon les taux proposés (souvent élevés). Les éleveurs trouvent une aide avec les prêts, afin d'améliorer, pensent-ils, leur système, ou de racheter du bétail. Mais est-ce réellement une aide sur le long terme ?

Du côté de la banque : Dans la conjoncture actuelle, les dossiers à caractère élevage bovin sont étudiés avec attention par les banques (exploitant lui-même, prêts antérieurs qu'il a réalisés, ses comptes, la provenance du bétail, l'état de la filière bovine...), afin d'analyser le risque. Elles refusent parfois des dossiers. La BCI n'accorde des prêts que dans les cas d'embouche. Le meilleur taux est de 6,35 %. Le CAM accorde, parfois des prêts à 3 %, dans les cas de subventionnement par le FDEB. En 1995, selon la chambre d'agriculture, les prêts

bancaires au secteur bovin viande en Province Nord (CAM et BCI) s'élevaient à 216,3 millions de Fcfp, contre 571,6 millions de Fcfp en Province Sud.

144 - Evolution des aides : Quelques chiffres significatifs

Tableau III : Etude évolutive et comparative de la répartition des aides par Provinces
en millions de Fcfp
(Sources : DAF)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
PAF							
Nord	442	440	453	478	553	557	450
Sud	439	476	576	641	795	909	865
Iles				10	2	17	
Aides							
Nord	27,5	162,8	89,4	52,7	29,7	20,0	2,2
Sud	66,3	159,9	122,0	101,9	89,0	12,5	34,3
Iles	2,3	5,2	6,4	0,0	0,0		
Aides non répartis -sables par Province *	28,4	124,4	34,1	49,2	124,5	115,1	182,7
Prêts bancaires**							
Nord	214,5	262,4	255,0	286,8	385,0	319,1	216,3
Sud	365,7	295,6	458,9	754,1	534,0	716,8	571,6
Iles	2,4	1,0	1,8	9,6			2,4

* ERPA, ADRAF, divers

** CAM, BCI

D'après les données de la DAF, sur la période 1986 - 1995, la Production Agricole Finale de la filière bovins viande a augmenté : 939 millions de Fcfp en 1989, contre 1 431 millions de Fcfp en 1995.

L'élevage bovin semble donc une filière fortement assistée. Il faudrait peut-être diminuer les subventions. La distribution d'acaricide, de bons de gazole devrait être réalisée avec davantage de suivi.

2 - Les contraintes de la filière élevage

Que ce soit au cours d'entretiens avec les exploitants, le représentant du Syndicat des Eleveurs en Province Nord, avec des personnes de la DDRP, de la Chambre d'Agriculture, de la DAF, de l'ERPA, ou bien avec le boucher, l'épicier de la commune de Voh, nous avons cherché à aborder certaines des contraintes de diverses manières, afin d'avoir un point de vue le plus objectif possible.

Les difficultés évoquées ne sont pas présentes sur tous les systèmes d'élevage.

21 - Externes à l'exploitation

211 - Climat : El Nino, la sécheresse chronique ; cyclones et inondations

La Nouvelle-Calédonie subit à intervalles réguliers le phénomène météorologique dénommé "**El Nino**", qui crée ou accentue des **épisodes de sécheresse** s'étalant sur une ou plusieurs années. De juillet 1992 à janvier 1995, un important déficit pluviométrique a été enregistré sur toute la Nouvelle-Calédonie, affectant principalement l'Ouest et le Nord de la Grande Terre. Ainsi, l'écart des précipitations mensuelles 97-98 à la normale 66-96 (stations de Pouembout, Poya, Koné, Gomen, Ouegoa, Poindimié et Ponérihouen) était négatif de 14 % sur la côte ouest, avec 5 mois et demi de soudure fourragère, et négatif de 13 % sur la côte est avec 3 mois et demi de soudure fourragère.

L'un de ses effets directs a été la **mortalité du bétail**, particulièrement dans la Province Nord. Sur la période 1993-1994, elle a touché 2 400 bovins, soit **5,5 % du cheptel provincial**. Les communes de Voh, Kaala Gomen et Koumac ont été les plus affectées. Globalement, la Province Nord aurait perdu près de 6 500 têtes entre 1991 et 1994. La sécheresse a entraîné des abattages en nombre croissant à l'OCEF. Ce **déstockage** a permis aux exploitations les plus touchées de limiter leur charge à l'hectare et de passer, plus ou moins bien, ce cap difficile, en réalisant une partie de leur capital en vif. D'autres élevages ont pu mettre en place des solutions alternatives de maintien en l'état du cheptel. Sur la période, la diminution du cheptel en Province Nord n'a, semble-t-il, pas été aussi rapidement

compensée qu'en Province Sud. Cette dernière, relativement moins touchée (3 000 têtes entre 1991 et 1994), a rapidement reconstitué son cheptel d'origine, et au-delà. Ce point rend compte d'une partie de la diminution de la production du Nord dans l'ensemble territorial.

Par ailleurs, les exploitants sachant quand sévissait la sécheresse, déstockaient juste avant cette période. Actuellement, ils ont des difficultés à prévoir, ce qui a des répercussions sur leurs ventes : ils vendent alors que ce n'était pas la peine. De plus, beaucoup d'éleveurs réagissent de la même manière ce qui explique que l'OCEF soit saturée.

Certaines exploitations, essentiellement de la côte est, mais aussi celles en zone inondable de la côte ouest (en bord de rivière, de creek, en zone marécageuse ou près du littoral), sont soumises à la contrainte des **inondations**, particulièrement après les cyclones. Les exploitants doivent prévoir pour changer le bétail de pâturage, le mettre sur des *runs* abrités, souvent les *runs* " du haut ", afin d'éviter que des têtes ne se noient ou disparaissent. Ils ont par ailleurs la possibilité de se prévenir de ce risque en assurant le cheptel - marqué au fer, preuve de l'appartenance - et les barrières, en cotisant à une assurance (Groupama, la CAMA). Mais peu nombreux sont ceux qui le font.

212 - Commercialisation

a – L'OCEF, un fonctionnement ne répondant plus à la situation

actuelle

L'Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique a pour mission d'acheter tous les animaux mis en vente par les éleveurs, à un prix fixé par le Congrès du Territoire, de procéder aux opérations d'abattage et de stockage, de rétrocéder les viandes aux bouchers détaillants ou grossistes, à un prix également fixé par les autorités politiques du Territoire. Globalement l'OCEF assure 80 % des abattages répertoriés, le restant relevant des activités des bouchers artisans, voire des éleveurs disposant d'une aire d'abattage dans leur exploitation. L'OCEF est apprécié pour la sécurité qu'il donne aux producteurs, notamment en période de sécheresse. Mais sur le Territoire on assiste à une baisse de **la consommation de viande bovine** par habitant, passée de **27,3 à 21,9 kg / hab. / an** en 10 ans, liée

partiellement au coût de la viande élevé et à une augmentation de la consommation de viande de volaille et de poisson.

b – Prix

Depuis 1989, les prix d'achat au producteur sont restés assez stables (Prix d'achat moyen OCEF au producteur en 1988 était de 341 Fcfp / kg, en 1995 il était de 368 Fcfp / kg). La dernière augmentation du prix OCEF de la viande bovine remonte à avril 1997, suite à une revendication du Syndicat des Eleveurs.

Actuellement, à une nouvelle augmentation du prix de la viande, le Syndicat des Eleveurs préférerait une baisse des taux d'intérêts pour l'achat de bétail, tracteurs, systèmes hydrauliques... En général, les taux sont de 9 %. Le plus faible est celui de l'IOM, à 5,75 %.

Quelques prix de vente à la boucherie de Voh :

Le boucher ayant une clientèle à satisfaire, il choisit la viande qu'il achète. Il vend aussi à des collectivités : internat de Tiéta, école de Koné. Le prix de la viande en brousse, chez le boucher est inférieur à celui de Nouméa. Mais pour fixer les prix, on se base sur ceux de Nouméa. De manière générale, le prix du veau est supérieur à celui du bœuf (sauf pour quelques morceaux). Si la viande est désossée, le prix est plus élevé.

Ainsi, voici des exemples de prix de vente au consommateur, à la boucherie de Voh. Ils sont à mettre en égard aux prix d'achat par l'OCEF qui figurent en annexe 4 !

- catégorie 1: morceaux de choix : de 1 295 à 1 900 Fcfp / kg (filet)
- catégorie 2 : de 560 (poitrine) à 1 295 Fcfp / kg
- catégorie 3 : qualité de viande inférieure (jarret, gîte...), de 560 à 895 Fcfp / kg

Ces prix prennent en compte les charges du boucher (fournisseur, employé, matériel, électricité, les pertes sur les fins de morceaux qui passent en ragoût par exemple, et diminuent les gains, les taxes payées par le boucher (5 Fcfp / kg sont reversés au FDEB)). Des pertes sont transformées en charcuterie, saucisses, chipolatas, merguez, afin de maximiser les gains.

c - Abattage et hygiène

La délibération N° 96/CP du 14 novembre 1990 définit les conditions d'agrément des ateliers de découpe. Elle oblige les ateliers agréés à se fournir dans un abattoir agréé. La délibération N° 162/CP du 19 juin 1997 régit le transport et la mise en marché des denrées périssables. Elle impose notamment, pour tout transport de carcasse et de découpe de viandes, des équipements frigorifiques et de transport spécifiques. Dans les faits, on constate une certaine tolérance vis à vis des tueries particulières, et une application partielle des textes cités précédemment.

En effet, certains bouchers font environ un abattage / semaine (par exemple 1 GB chez un éleveur, 3 veaux chez un autre). Parfois, abattage et dépouillage sont réalisés par le boucher chez l'éleveur. Sinon, le boucher tue la bête sur place (afin d'éviter que l'animal ne sécrète des toxines à cause du stress du transport). La bête tuée est ensuite transportée jusqu'à la boucherie dans le camion frigorifique. Elle est dépouillée chez lui (abattoir pas toujours homologué, même si la construction est récente et aux normes). Cependant, si l'abattage et le dépouillage sont mal faits, la viande peut être saisie par le service d'hygiène qui passe une fois par semaine.

L'obligation de se conformer intégralement à la réglementation, compte tenu qu'un projet de réforme de la police sanitaire vétérinaire (élargir les exigences à toute la chaîne alimentaire pour accroître la sécurité alimentaire des consommateurs) est actuellement en discussion, assurerait la fermeture de ces tueries particulières. Cela risquerait de déstabiliser de nombreuses activités économiques (micro-activités de transformation et de distribution) de la Province, et d'avoir des répercussions sur le marché parallèle.

L'hypothèse souvent évoquée de la création d'un abattoir en Province Nord ne semble pas justifiée : considérant le débit des bouchers du Nord (environ 25 bêtes / boucher / mois), cela ne serait pas rentable, d'autant que la capacité des deux abattoirs de Bourail et de Païta n'est pas remplie.

d – Développement des marchés parallèles

L'expression « marché parallèle » recouvre une grande diversité de situations : des ventes directes aux bouchers et autres clients de la zone de monopole OCEF, des ventes hors circuits contrôlés, ou partiellement contrôlés. ! Le marché parallèle concerne aussi la viande de cerf, vendue à 645 Fcfp / kg par l'OCEF, alors qu'elle est à 350 - 400 Fcfp dans les foires

et sur le marché. L'OCEF évalue globalement son volume à quelques 1 500 tonnes de viande bovine / an vendue sur des marchés parallèles. A un tel niveau, ce marché remplit une fonction que ne satisfait plus ou mal un marché officiel en voie de saturation. Il correspond à une demande non marginale, souvent caractérisée par des approvisionnements à des prix souvent inférieurs, parfois répercutés jusqu'au consommateur final. (Ainsi, le veau est vendu à 350 Fcfp / kg au particulier, et à 410 Fcfp au boucher). Par exemple, des acheteurs viennent de Nouméa et parfois des Iles Loyauté pour se ravitailler en viande à Voh et Ponérihouen.

Mais si ce marché parallèle prospère, c'est qu'il répond aussi à une demande en amont de la filière : les éleveurs y trouvent plus de souplesse d'écoulement, et une manière de court-circuiter un marché officiel engorgé. Selon certains éleveurs, ces problèmes de fraude, et marché parallèle, seraient des causes de la mévente de viande. Ce marché parallèle est aujourd'hui très mal évalué (en dehors de la côte Est qui l'a estimé sur cette zone à la moitié de la production de veaux soit 1 125 veaux /an, et 57 % des GB, soit 555 GB), et son importance justifierait que ses causes soient mieux prises en compte.

A Voh, 85,7 % des éleveurs déclarent vendre une partie de leur production à l'OCEF. Seulement 24 % d'entre eux vendraient uniquement à l'OCEF. Notons qu'à Ponérihouen, 71 % vendent à l'OCEF, et 21 % des exploitants ne vendent qu'à des particuliers. Les proportions d'exploitants commercialisant aussi aux bouchers et aux particuliers sont non négligeables, particulièrement à Ponérihouen. Les combinaisons de débouchés permettent à de nombreux exploitants d'écouler les têtes non prises par l'OCEF, ou d'augmenter leurs revenus. Elles contribuent à alimenter le marché parallèle, mais sont une sécurité pour les producteurs.

Tableau IV: Débouchés de la production de bovins

(en % des éleveurs de chaque échantillon)

<i>Débouchés</i>	<i>OCEF</i>	<i>Boucher</i>	<i>Particulier</i>	<i>Vente en vif</i>	<i>Autoconsommation</i>	<i>Nombre d'éleveurs</i>
A Voh	85,7	38	38	14,2	28,5	21
A Ponérihouen	71	35,7	71	14,3	57,1	14

Les quantités vendues n'étaient pas déclarées par tous les éleveurs, aussi nous ne les avons pas rapportées.

22 - Internes à l'exploitation

221 – Foncier : redistributions et mise en valeur

Se référer aux Annexes 1 et 2 : Réforme foncière sur les communes de Voh et Ponérihouen.

Le mouvement foncier d'achats et de rétrocessions de terres initié au milieu des années 70, et fortement accéléré depuis la provincialisation, a touché au premier plan l'élevage bovin. Cette activité occupe en effet près de 95 % de la SAU * de la Province Nord (94 000 ha de la STH *). Elle a logiquement été la principale " spéculation " retenue par les groupements mélanésiens au titre de la mise en valeur des terres attribuées. Entre 1989 et 1997, 71 000 ha ont été attribués par l'ADRAF * aux groupements (GIE *, GDPL *) dans l'ensemble du Territoire. En Province Nord, 21 638 ha ont été affectés à l'élevage bovin. En outre, une dizaine de milliers d'hectares en occupation précaire (sans accord particulier, sur des terres de réserve...) lui sont aussi consacrés. Le double mouvement du départ d'éleveurs d'origine européenne et du lancement dans l'élevage bovin de nombreux groupements mélanésiens apparaît comme l'un des facteurs majeurs des évolutions constatées depuis lors dans la filière. Son origine, ses motivations (qui n'étaient que secondairement économiques) et ses conséquences se font sentir sur le niveau et l'orientation à terme de la production.

Selon des données de l'ADRAF (Annexe 1 : La réforme foncière sur la commune de Voh), à Voh, 6 705,26 ha ont été réattribués à 13 GDPL, 327,35 ha à un particulier non mélanésien. Les agrandissements de réserves ont concerné Gatope, Oundjo, Ouango-Pouepaï et Tiéta. Ces tribus, en-dehors de l'élevage de Pinjen (tribu de Oudjo) qui a repris le cheptel existant sur la propriété de la station Ballande, ont fait de l'élevage afin de mettre les terres en valeur. Il reste actuellement, 1 600,1 ha de stock foncier ADRAF, appartenant anciennement à des particuliers, généralement d'origine européenne, dont 528 ha à la Société Ouaco.

A Ponérihouen, (Annexe 2 : La réforme foncière sur la commune de Ponérihouen), 4 727,18 ha ont été réattribués à 26 GDPL. Il reste 775,24 ha de stock foncier ADRAF, qui appartenaient auparavant à des particuliers dont certains éleveurs, et 275,58 ha de la Société Nouméa Nickel. Les craintes évoquées par certains éleveurs de voir leurs terres, ou une partie, réattribuées, sont fréquentes, notamment sur la côte ouest.

Le foncier est donc une contrainte importante, surtout lorsque le statut de la propriété n'est pas déterminé. Ainsi, les terres de 3 exploitations de Ponérihouen, 1 de Voh, étaient revendiquées. Dans ces cas, les éleveurs se découragent et n'entretiennent pas les infrastructures. Ils ne souhaitent alors pas investir dans l'activité d'élevage bovin (ou dans une autre production) par mécanisation, amélioration des pâturages, amélioration génétique.

En dehors des réattributions de terres, le foncier apparaît encore comme une limite lors des problèmes de succession. Ainsi, nous avons un cas par commune.

La terre, quelle que soit l'origine de l'exploitant, hormis toutes ses autres caractéristiques, pourrait être considérée comme un facteur de production nécessaire au bon fonctionnement de l'activité d'élevage.

222 – Social et coordination des éleveurs

2221 – Manque de motivation et de perspectives

Les difficultés foncières sont étroitement liées à des problèmes familiaux et sociaux. Ainsi que nous l'avons évoqué précédemment, coutumes, mariages, décès, sont parfois source de blocages. En effet, ces pratiques sociales peuvent être prioritaires sur la conduite de l'élevage. Ainsi, si l'une d'elles a lieu le même jour que celui de détiquage du bétail, la séance de bain est annulée et reportée au mois suivant, même si le troupeau est infesté de parasites. Il est arrivé qu'un éleveur ne rassemble pas le bétail le jour du chargement par l'OCEF, sans prévenir, car une coutume avait lieu. Il aurait du gagner 500 000 Fcfp, mais cela ne le dérange pas. Ceci a des répercussions sur l'organisation de l'écoulement de la production de la région car l'OCEF doit aller chez un autre éleveur pour remplir le camion. Dans de tels cas, afin que les éleveurs se tiennent à ce qu'ils proposent de charger, ne devrait-il pas y avoir une pénalisation par une amende ? Mais cela pourrait inciter à vendre sur le marché parallèle.

De nombreux exploitants ne savent pas **se projeter dans l'avenir**, prévoir. Ils ne peuvent pas dire ce que deviendra leur système demain, ni qui reprendra l'exploitation après eux. Or la succession est parfois une motivation pour entretenir l'exploitation et la

production. La moyenne d'âge des éleveurs est élevée, et il n'y a pas toujours de relève. La pérennité du système est donc limitée.

Nombre de retraités de l'échantillon Voh = 5

Nombre de retraités de l'échantillon Ponérihouen = 4

Le **manque de motivation**, parfois lié au fait que les gens ne sont pas éleveurs d'origine, mais qu'ils ont mis en place un élevage afin de mettre une terre en valeur, provoque souvent un désengagement des exploitants. Les objectifs de production et de revenus sont modestes (40 000 à 50 000 Fcfp / mois). Le système est plutôt **vivrier** que productif, ce qui influe sur les pratiques qui sont minimalistes. L'outil de production n'est pas renouvelé et ses capacités diminuent. D'autre part, les exploitants ont parfois une position "attentiste" : ils attendent des aides ou subventions, ils attendent que la DDRP s'occupe de leur élevage.

2222 - Formation et information des exploitants

Formation ou information des exploitants font parfois défaut, ce qui a des répercussions sur les pratiques de conduite du système d'élevage, et la gestion de l'activité. Ainsi, certains exploitants ne savent pas toujours compter, juger le poids d'un animal. Or des produits comme le Némizol sont à appliquer aux animaux à raison de 5 ml pour 100 kg de poids vif.

Par ailleurs, la formation de certains jeunes pourrait être utile. Mais ils sont peu là et peu écoutés, même lorsqu'ils sortent d'une formation telle que celle du Lycée Agricole de Nouvelle-Calédonie.

2223 - Coordination des éleveurs

Par ailleurs, le **manque de coordination** entre les éleveurs est parfois observé. Or, une entente entre éleveurs pourrait faciliter certaines conduites d'élevage. Par exemple (se référer à la 1^{ère} monographie de l'annexe 5), l'envahissement des pâturages par le faux basilic ne s'arrête pas aux limites d'exploitations. Si un exploitant traite ses *runs* contre ces mauvaises herbes, mais que son voisin ne le fait pas, elles risquent d'envahir à nouveau les pâturages. Un arrangement entre les éleveurs voisins aurait permis de partager les frais d'herbicide et les travaux.

Des arrangements et accords entre exploitants sont établis. Mais les **relations** restent parfois tendues entre certains éleveurs, pour des raisons familiales, ou de dettes impayées.

Nous verrons lors de l'étude des stratégies adoptées par les éleveurs, qu'à une échelle supérieure, les regroupements ou associations d'exploitants permettent de parer à cette désorganisation. Mais le problème est qu'ils ne sont qu'occasionnels.

223 - Principale contrainte sanitaire : le détiquage

Ainsi que nous l'avons précisé dans la synthèse bibliographique, la Nouvelle-Calédonie est préservée des grandes endémies bovines. Le contexte sanitaire est favorable au développement de cette production. La tique du bétail *Boophilus microplus*, présente sur le Territoire depuis 1942, est la contrainte sanitaire et économique majeure (Thullner et Barré, 1996), retrouvée chez la plupart des éleveurs (même si le Congrès, jusqu'à présent, s'est engagé à assumer la fourniture ou le coût des traitements qu'elle rend obligatoire pour les éleveurs). En effet, les pratiques de détiquage nécessitent le rassemblement du bétail à pied, à cheval ou à moto selon la taille du troupeau, sa docilité, la main d'œuvre disponible et le choix de l'éleveur. Elles sont souvent l'occasion pour les exploitants de compter les têtes de son troupeau car il y a parfois des vols de bétail. Les modes de détiquage sont la piscine, le couloir et la pompe manuelle utilisée surtout par les exploitants ayant un petit cheptel et peu de moyens.

Le rythme de traitement acaricide peut être différent selon la saison. Mais ce sujet n'a pas été envisagé, car il est abordé de façon détaillée par des chercheurs du CIRAD-EMVT.

Tableau V : Fréquences de détiquage du bétail dans les exploitations enquêtées
(en % des éleveurs de l'échantillon de chaque commune)

<i>Intervalle entre 2 séances de détiquage</i>	<i>Jamais, ou pas depuis longtemps</i>	<i>> 1 mois</i>	<i>1 mois</i>	<i>3 semaines</i>	<i>15 jours</i>
à Voh	4,8	19	61,9	4,8	9,5
à Ponérihouen	20	13	47	13	7

Tableau VI : Installations de détiquage utilisées dans les exploitations enquêtées

(Nombre d'éleveurs de l'échantillon)

<i>Mode de détiquage</i>	<i>Couloir d'aspersion</i>	<i>Piscine</i>	<i>Pompe manuelle</i>	<i>Total éleveurs</i>
à Voh	7	11	3	21
à Ponérihouen	1	7	5	13

Depuis 1996, un développement progressif de **résistance aux acaricides** en usage (deltaméthrine notamment) est constaté. L'acaricide le plus fréquemment utilisé est le Butox, distribué par les services de la DDRP. Ainsi, l'enquête ponctuelle réalisée sur 10 % des exploitations du Territoire par le CIRAD-EMVT a montré que sur 92 élevages suspects, 78 sont résistants (soit environ 15 000 têtes) et 3 sont tolérants. Le Butox n'y est plus préconisé pour baigner le bétail, mais plutôt le **Taktik** dont la molécule est l'Amitraze. Le nombre d'éleveurs devant utiliser du Taktik, actif sur les parasites, est en augmentation. **Mais seulement 1 éleveur enquêté à Voh utilisait le Taktik depuis août 1997, et aucun à Ponérihouen.**

Cependant, d'ici quelques années, les tiques seraient résistantes à ce produit. Selon le Docteur Barré, il faut espacer les traitements de 5 ou 6 semaines (au lieu de 4 semaines, durée correspondant au cycle de ponte de la tique, et valable théoriquement dans les cas d'éradication du parasite), respecter les dosages, les installations de baignade, ne pas vendre et déplacer du bétail sans précaution, suspecter la résistance en surveillant les grosses tiques gorgées 10 à 15 jours après le traitement. D'autres moyens de lutte contre les tiques sont à exploiter : lutte agronomique par la rotation des pâturages, l'utilisation de plantes toxiques, lutte immunologique par la vaccination lorsque le vaccin australien aura eu une autorisation de mise sur le marché, lutte génétique par l'introduction "raisonnée" de sang zébu (brahmane déjà souvent exploité en croisements, boran ou mashona) voire bovin (tulli) naturellement résistant.

224 - Gestion

Aucun centre de gestion et formation comptable pour les agriculteurs n'existe en Province Nord, à la différence de la Province Sud. Certes, ce type de soutien à l'élevage est

privé et ne serait réservé qu'à une certaine catégorie de personnes. Mais ne pourrait-on pas mettre en place un système de formation comptable, ou appui gestion des exploitations, ouverte à tous, à un moindre coût, apportant au moins des bases, afin de répondre aux besoins de formation existants. (Voir avec la DDRP)

En Province Sud, existe un **centre de gestion pour les agriculteurs**.

Les **services** proposés aux adhérents sont :

- une formation à la gestion agricole par des techniciens et des ingénieurs,
- un montage et une présentation de leurs projets, une mise en place de la comptabilité des agriculteurs aux normes officielles (inventaire, bilan d'ouverture),
- des conseils administratifs, techniques, financiers et fiscaux, suivi mensuel, suivi de gestion, (coûts de revient, tableaux de bord en fonction des besoins)
- une réalisation des bilans de fin d'année par des professionnels reconnus, déclaration fiscale,
- un accès sans frais aux programmes informatiques de comptabilité et de gestion adaptés à l'agriculture, créés en métropole par le Département Informatique de l'Ecole Nationale des Ingénieurs des Travaux Agricoles de Bordeaux, et adaptés en Nouvelle-Calédonie par les informaticiens de la Province Sud, depuis 1991.

Mais pour bénéficier de ces prestations, l'**adhésion** nécessite une cotisation de 20 000 Fcfp / trimestre. Par ailleurs, des interventions à domicile sont facturées au tarif de 2 500 Fcfp / heure. Le montant total à payer, d'environ 100 000 Fcfp / an, rend cette formation accessible. Cependant, pour certains exploitants ayant peu de ressources, et limitant au maximum les dépenses, ces frais pourraient paraître élevés.

L'adhésion à ce centre présente des **avantages** comme la possibilité de taux bonifié à 6,75 % sur les crédits CAM non réescomptés, un accès sans frais aux programmes informatiques (le financement est réalisé par la Province Sud), une cotation facilitée de l'exploitation par l'Institut d'Emission d'Outre-Mer.

3 - Stratégies des éleveurs face aux contraintes

31 - Stratégies d'optimisation du système d'élevage

311 - Des objectifs variables selon le système

a - Objectifs de production, implication économique

L'activité d'élevage est le plus souvent conduite dans cet objectif. En effet, que ce soit par la production de veaux, de viande, de reproducteurs ou de lait, l'exploitant cherche à rentabiliser son cheptel. Il adapte sa stratégie dans ce sens. Mais ce n'est pas la seule raison d'être de l'atelier élevage bovin.

b - Objectifs personnels et implication sociale

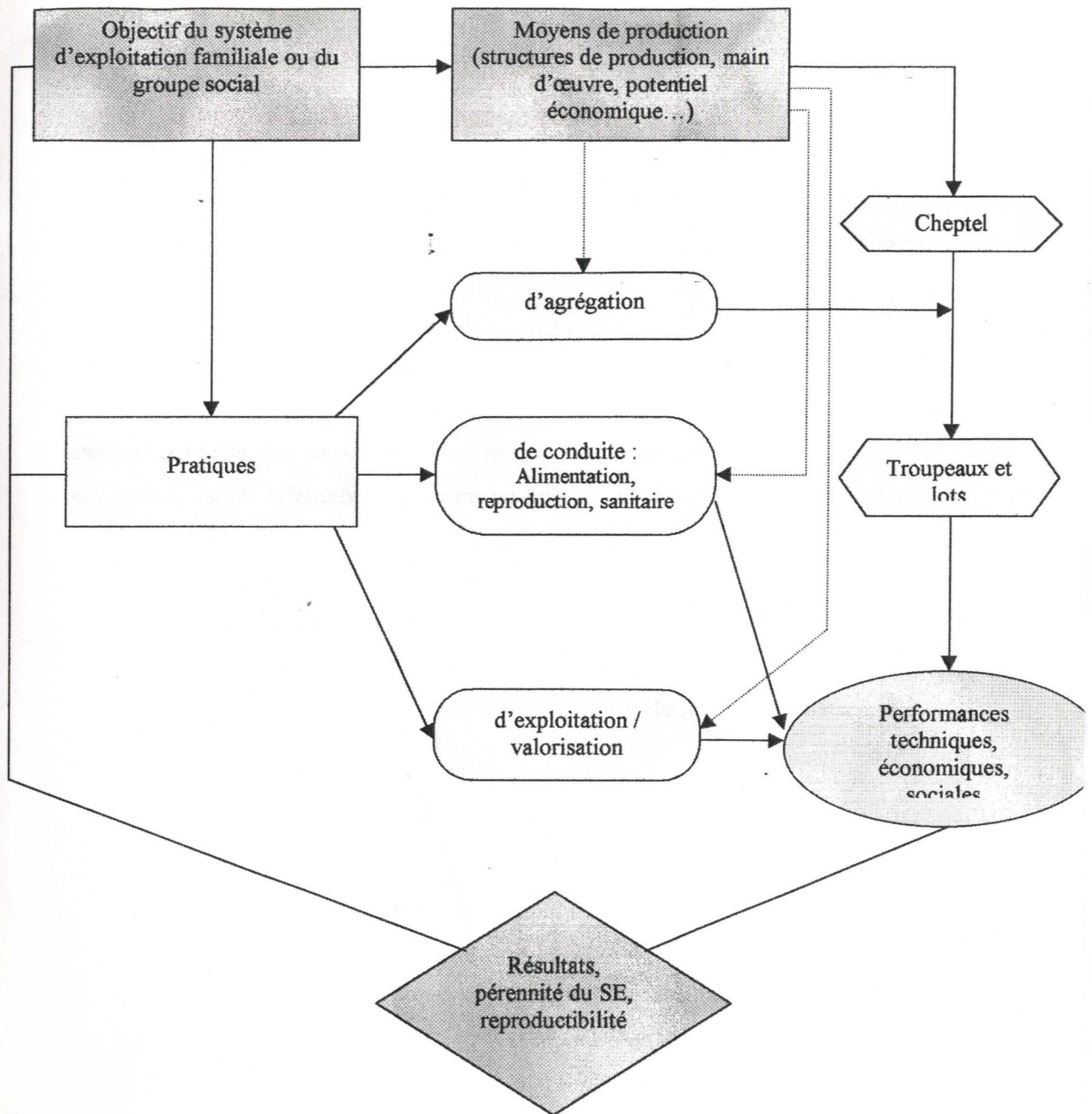
L'exploitant évolue dans un système social, ce qui a une influence plus ou moins marquée sur la gestion de l'élevage. Les objectifs de production ne sont alors pas toujours prioritaires par rapport à la famille, la tribu ou même la pluriactivité. Ainsi, suite à des problèmes de famille, certains préfèrent conserver le bétail comme capital. Dans d'autres cas, l'élevage reste un moyen de mise en valeur, ou encore un loisir (par exemple, un retraité diminue la taille de son cheptel afin de limiter le travail et de garder plus de temps pour sa famille), et de ce fait, les objectifs de production ne priment pas.

Les stratégies personnelles sont donc diverses et influent sur les stratégies de production.

312 - Des facteurs de production pour orienter la stratégie

Afin d'optimiser leur système, c'est à dire avoir un maximum de gain pour un travail minimum, les exploitants adoptent une stratégie de production, en fonction de leurs **objectifs** et des **contraintes** auxquelles ils doivent faire face. Pour cela ils peuvent faire varier les **facteurs de production** qui sont de 4 types :

Facteurs de production et pratiques d'élevage
(Source : Marchal, 1995)



a - Facteurs humains :

Le **chef d'exploitation** lui-même choisit de travailler sur l'exploitation de façon plus ou moins intensive. Selon ses choix de stratégie, il peut embaucher de la **main d'œuvre** à plein-temps, ou occasionnellement pour les gros travaux ; ou bien être aidé de la **famille** ou d'**autres éleveurs**, ce qui lui permet alors de limiter les charges. Dans le cas de main d'œuvre occasionnelle, les gérants de GIE embauchent parfois des jeunes de la tribu dans un but social.

b - Facteur structures et matériel de l'exploitation

Il comprend les installations d'élevage (*stockyard*, barrières, piscine, couloir, coulisse), le degré de mécanisation de l'exploitation, les aménagements réalisés (irrigation, endigage). Selon ses objectifs de production, le niveau de mécanisation varie (un exploitant extensif limite généralement les investissements en matériel et installation).

c - Facteur cheptel :

Par ses conduites d'alimentation, de reproduction, et sanitaire, l'éleveur pourra modifier la composition de son troupeau (quantité, âge, sexe, race), ses performances, et ainsi varier les produits de l'élevage.

d - Facteur économique : ventes

L'éleveur peut jouer sur la finalité de sa production, les quantités qu'il vend, les débouchés.

En modulant la **proportion** de ces différents facteurs de production, l'éleveur met en place sa stratégie. Certains de ces facteurs de production nous ont permis d'établir des **indicateurs** de stratégie, aides à la détermination de la stratégie d'un exploitant. Pour cela, se référer à la liste des indicateurs.

L'éleveur adopte généralement sa propre stratégie. Mais des tendances sont tout de même dégagées, et serviront par la suite d'aide à la réflexion, même si, sur un même système d'élevage, elles sont souvent croisées.

a - **Extensification**, ou **désintensification**, diminuer les charges, dans ce cas on trouve l'élevage de "cueillette", le bétail "capital" qui est un cas de cueillette, l'élevage "bio". Cela passe selon les cas par une charge / ha faible, peu d'intrants, pas de pâturages améliorés, pas forcément d'amélioration génétique, peu de mécanisation.

b - **Intensification**, augmentation des charges, de façon imagée, cela revient à augmenter les ventes mais avec un même nombre d'animaux dans le cheptel. L'exploitant développe alors divers moyens pour mettre cette stratégie en œuvre : amélioration génétique, pâturages améliorés, intrants importants, charge / ha élevée, main d'œuvre, temps de travail, mécanisation, coût de production, parfois emprunts

c - **Spécialisation** dans une activité d'élevage, que ce soit l'embouche, la naissance, la reproduction.

d - **Diversification**, grâce à d'autres produits de l'élevage bovin comme le lait, les fromages, ou dans une autre activité d'élevage (ovins, caprins, porcins, volailles, agricole, ou non agricole (pluriactivité). Cette notion est valable dans les 2 sens, c'est-à-dire que :

- l'exploitant est d'abord éleveur. Il choisit d'élever, en plus des bovins, d'autres animaux (ovins, caprins, volailles, porcins...selon les débouchés possibles de la production) afin de maximiser ses gains, répartir ses risques. Il vend d'autres produits agricoles. Ou bien, il travaille en dehors quand son activité d'élevage le lui permet;

- il a des têtes en plus de son travail en cas de coup dur ou autre. L'élevage de "week-end" entre aussi dans ce cas.

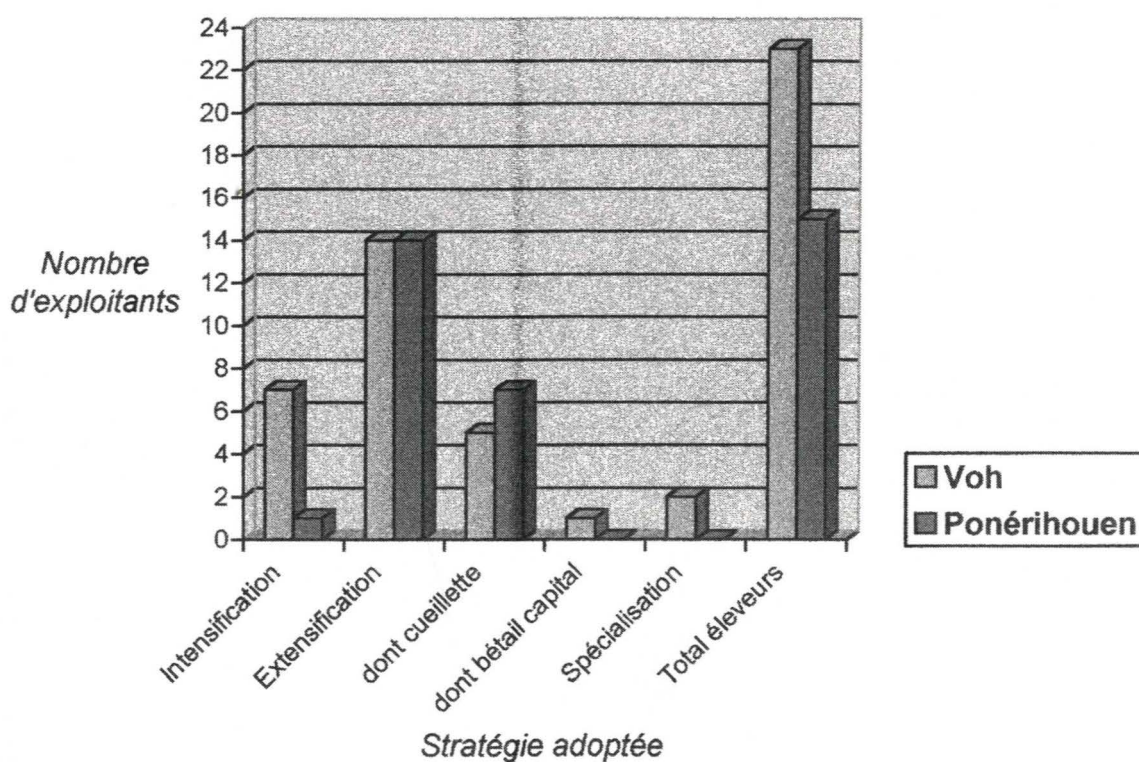
En terme de développement, la **transformation des produits de l'élevage** (grâce par exemple à une conserverie comme cela fut le cas il y a quelques années), et la **diversification des activités** (orientation vers des labels pour la viande de qualité, orientation vers des élevages reconnus "bio"), pourraient constituer des axes pour certains exploitants. Mais ces filières sont quand même relativement limitées, et ne peuvent, par conséquence, être réservées qu'à un certain nombre.

Les stratégies déterminées pour chaque exploitant sont valables pour une époque donnée, dans un contexte spécifique, mais susceptibles d'évoluer avec le système d'élevage. En effet, tout comme ce dernier, la stratégie adoptée est un concept dynamique.

32 - Analyse des stratégies adoptées par des éleveurs face aux contraintes

Toutes ces considérations sont d'ordre très général. Voici quelques éléments de résultats avec comme grille d'entrée la nature des difficultés auxquelles est confronté l'exploitant. Il faut replacer chacune dans le contexte spécifique du système d'élevage étudié.

Figure 6 : Stratégie principale adoptée par les exploitants enquêtés de Voh et Ponérihouen



*** extensification, ou désintensification:**

C'est la stratégie la plus développée pour l'activité d'élevage par les exploitants de Voh et Ponérihouen ayant des bovins, et notamment les pluriactifs. Leur emploi les contraint à ne consacrer que peu de temps à l'élevage, c'est à dire souvent le week-end.

La stratégie des éleveurs face aux contraintes passe par le **choix des races de bétail**. Ainsi, beaucoup d'éleveurs extensifs choisissent des taureaux ayant du sang zébu : souvent Santa Gertrudis sur la côte est, et Brahmane. Les croisements réalisés de plus en plus fréquemment sont Brahmane avec Limousin (Brahmousin), parfois Brahmane avec Charolais (Charbray). Le bétail croisé avec du sang zébu présente de nombreux avantages, il permet d'améliorer les performances, et diminue le travail sur le cheptel.

- la petite taille des veaux à la naissance évite les problèmes de vêlage,
- il valorise bien les pâturages de faible valeur fourragère, et est donc bien adapté aux zones exposées à la sécheresse,
- les rendements de poids carcasse sont supérieurs à ceux du Limousin, sans détériorer la qualité de la viande
- il est généralement très peu parasité par les tiques, ce qui permet de pratiquer le détiquage moins fréquemment et donc de diminuer les temps de travail sur le bétail,
- il demande peu de soins car il est rustique (comparé au bétail charolais qui est relativement plus fragile).

Mais la présence d'un taureau brahmousin (animal plus vif que le Limousin) dans le troupeau nécessite d'avoir des barrières en bon état et oblige parfois l'éleveur à changer ses pratiques de conduite.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, certaines formes de vermifuges sont subventionnées en partie par le FDEB. Réaliser la **vermifugation** du bétail au moins une fois par an est un minimum. Mais 42,8 et 40 % des exploitants de Voh et Ponérihouen préfèrent ne pas vermifuger le bétail afin de limiter les dépenses et surtout de conserver un bétail rustique. Nombreux sont ceux qui craignent que le bétail ne s'adapte à la vermifugation ou à la vaccination, et choisissent d'avoir des techniques d'élevage "à l'ancienne".

Tableau VII : Fréquences de vermifugation du bétail dans les exploitations enquêtées

(en % des éleveurs de l'échantillon de chaque commune)

<i>Fréquence de vermifugation</i>	<i>Jamais</i>	<i>< 1 fois / an</i>	<i>1 fois / an</i>	<i>2 fois / an</i>	<i>Nombre d'éleveurs</i>
à Voh	42,8	4,8	38,1	14,3	21
à Ponérihouen	40	20	20	20	-

En cas de **sécheresse**, en prévision de ces périodes (nombre d'éleveurs ont beaucoup souffert des 3 - 4 années de sécheresse, et ont ainsi appris à prévoir), des exploitants diminuent la charge / ha :

- par **déstockage**. Beaucoup d'exploitants déstockent (diminuent la taille du cheptel) avant la saison sèche. Peu font des réserves fourragères. A cette saison, ils coupent divers fourrages et herbes, ou bien ils achètent. Ceux qui ont fait des fourrages et vendent font alors des "gros coups" (gains élevés).

De juillet à septembre, les abattages sont plus nombreux. En effet, les éleveurs déstockent (ils décapitalisent, en prévoyance de la sécheresse) car leur bétail est bien conformé, gras. Quand leur bétail est maigre, il ne veulent pas vendre car le gain est inférieur. Le boucher abat alors des têtes de son troupeau. Le boucher permet à certain éleveur n'ayant pu passer des bêtes à l'OCEF, d'écouler une partie de leur production. Par ailleurs, le boucher de Voh conserve ses propres têtes de bétail lui permettant d'avoir de la viande sur pied toute l'année, pour les périodes succédant aux déstockages des éleveurs.

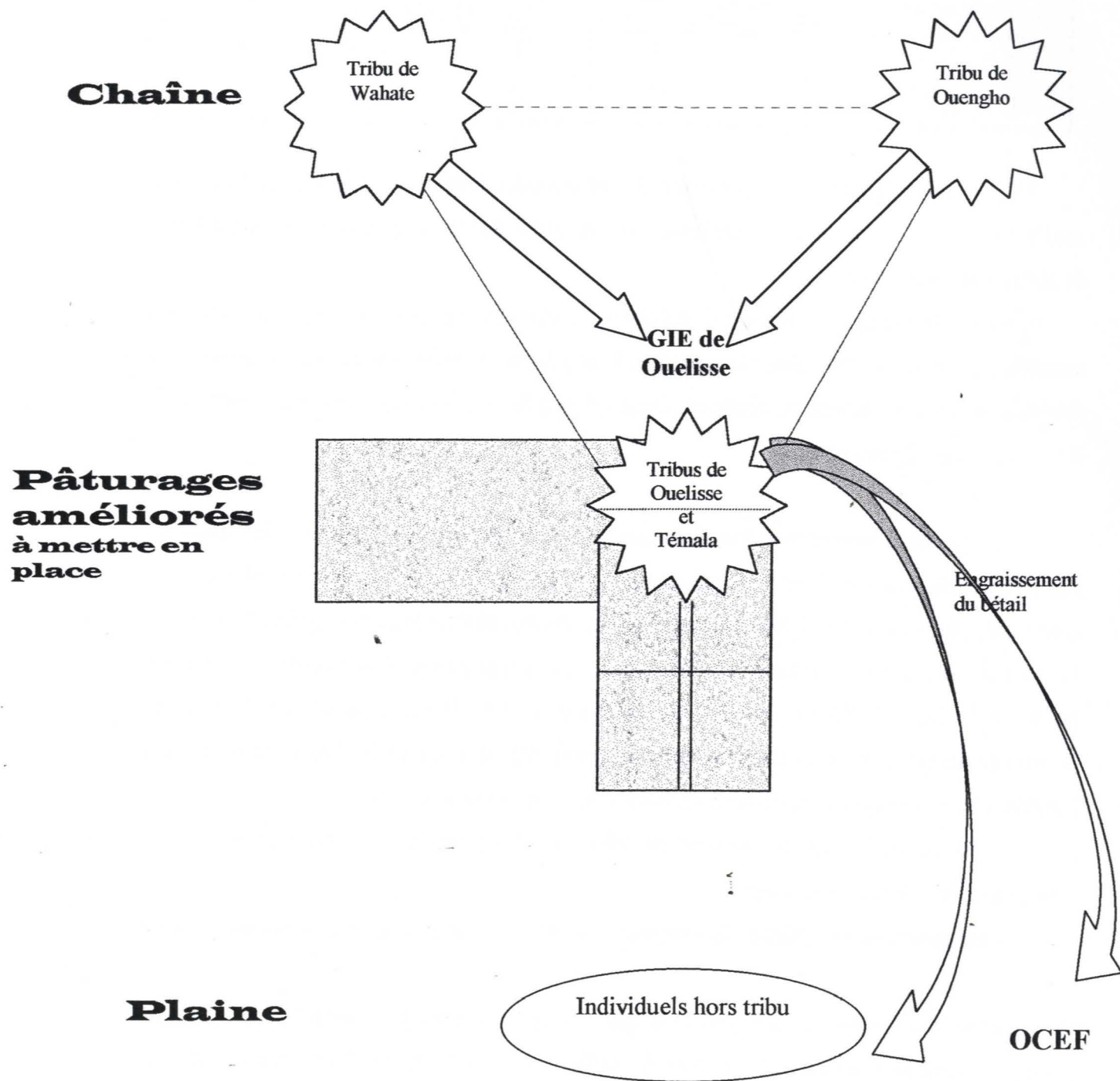
- par **extension de la surface de pâturage** en laissant le bétail plus ou moins divaguant pendant la saison sèche.

- **augmentent le rythme de commercialisation** (vente de veaux plutôt que JB ou GB)...

Cette stratégie (si l'éleveur n'a pas opté pour la spécialisation) est mise en place aussi lorsque la **situation foncière** est source de difficultés : La taille de l'exploitation est trop petite. L'exploitant diminue alors la charge (afin d'éviter une surcharge, et que le bétail restant dispose de suffisamment de pâturages).

L'exploitant a des **problèmes de succession concernant les terres**, et parfois le cheptel. Il garde parfois son bétail, mais ne l'exploite pas. C'est un cheptel "capital", en cas de coup dur.

Stratégie d'organisation d'un groupement d'élevage entre plusieurs tribus
de Voh et des éleveurs individuels



Les stratégies pour tenter de faire face aux **difficultés de commercialisation** sont diverses et variées. Juste quelques points exposés ici :

Si l'OCEF ne prend pas toutes les bêtes que l'éleveur a déclarées, ce dernier va parfois vendre au boucher, ou bien à des particuliers, afin de ne pas perdre trop d'argent par rapport à ses prévisions (le veau non abattu pourrait être pris la fois suivante, dans certains cas, mais il a souvent un poids supérieur et passe alors en jeune bovin. L'éleveur y perd. Il faut alors qu'il le garde sur ses pâturages durant 3 ans jusqu'à ce qu'il soit en GB), de ne pas rester en surcharge.

* **intensification**: Face aux périodes de sécheresse, certains (peu) éleveurs prévoyants et calculateurs rentabilisent leur exploitation en vendant du foin à d'autres qui manquent de fourrages et ne veulent pas extensifier, ou à des éleveurs intensifs.

* **diversification de l'exploitant** : En cas de **difficultés financières**, ou pour répartir les risques économiques, des exploitants ont choisi d'être pluriactifs, de travailler en-dehors de l'élevage. Dans d'autres cas, ils combinent l'activité d'élevage à celle de l'agriculture. Selon la conjoncture, ils orientent la production de l'exploitation vers l'élevage ou les cultures (céréales, maraîchères, fruitières, tubercules) ou encore ils vendent les produits de la chasse, la pêche.

* **spécialisation** : la **situation foncière** est un facteur limitant, certains éleveurs font du veaux, qui permet de moins charger les pâturages que les gros bovins.

Des accords entre éleveurs sont établis afin d'organiser la production. Ainsi, trois éleveurs de la côte ouest ont mis en place un système où chacun est **spécialisé dans une activité d'élevage** : un naisseur vend des veaux à un emboucheur qui va les engraisser pour les vendre à l'OCEF. Cela permet à chacun de maximiser ses profits en fonction des contraintes et des potentialités de son système. Les tâches de l'élevage sont réparties entre les différents éleveurs. Mais cela suppose une entente des éleveurs ! La plus-value est répartie entre les différents éleveurs, mais en cas de problème, le risque aussi.

A Voh, les éleveurs en tribu sont peu nombreux et ils ne vendent pas régulièrement à l'OCEF. Aussi, un animateur de la DDRP, en coordination avec le Conseil des anciens des

tribus concernées, souhaitent structurer par la base leur tribu. Ensuite ils chercheront à constituer un GIE d'élevage regroupant des éleveurs de tribus de la chaîne (de Wahate et Ouengho) et des gens des tribus plus proches du centre de Voh (de Témala et Ouelisse). Pour avoir un capital de départ, ils voudraient récupérer du bétail sauvage divaguant dans la chaîne vers Wahate et Ouengho, mais qui appartiendrait à quelqu'un de Ouelisse. Ils le revendraient à l'OCEF. Les revenus de ces ventes leur permettraient de racheter du bétail qu'ils engraisseraient à Ouelisse et Témala. Ils souhaiteraient par la suite mettre en place ce type de stratégie en coordination avec des éleveurs individuels particuliers de la commune afin d'exploiter les ressources de chacun et rentabiliser les différents systèmes. En effet, les éleveurs de la chaîne ne peuvent engraisser du bétail car les ressources fourragères sont limitées et le bétail se dépense beaucoup.

33 - Stratégies diverses

331 - Choix de classification

Selon la classe des veaux embarqués par l'OCEF, il est parfois plus intéressant à l'éleveur de les passer en jeunes bovins (vu les prix de l'OCEF).

332 - Accords entre les éleveurs

Sur la côte est, des groupements d'éleveurs ont été constitués pour organiser l'écoulement de la production à l'OCEF et rapprocher les éleveurs. Cela constitue une forme de stratégie institutionnelle afin de faire face aux contraintes de commercialisation.

Groupeement des Eleveurs de Ponérihouen

En 1994, les services de la DDRP projetèrent d'organiser un **Groupeement des Eleveurs de la côte est**, afin de structurer la filière bovine, et de coordonner les productions des exploitants. Cette structure devait permettre aux éleveurs du groupeement de :

- négocier avec l'OCEF les quotas annuels pour les veaux, de répartir les quotas entre les exploitants, de regrouper les animaux des éleveurs pour constituer les camions d'abattage de l'OCEF ;
- gérer l'information, démarcher, négocier afin de structurer le marché du vif;

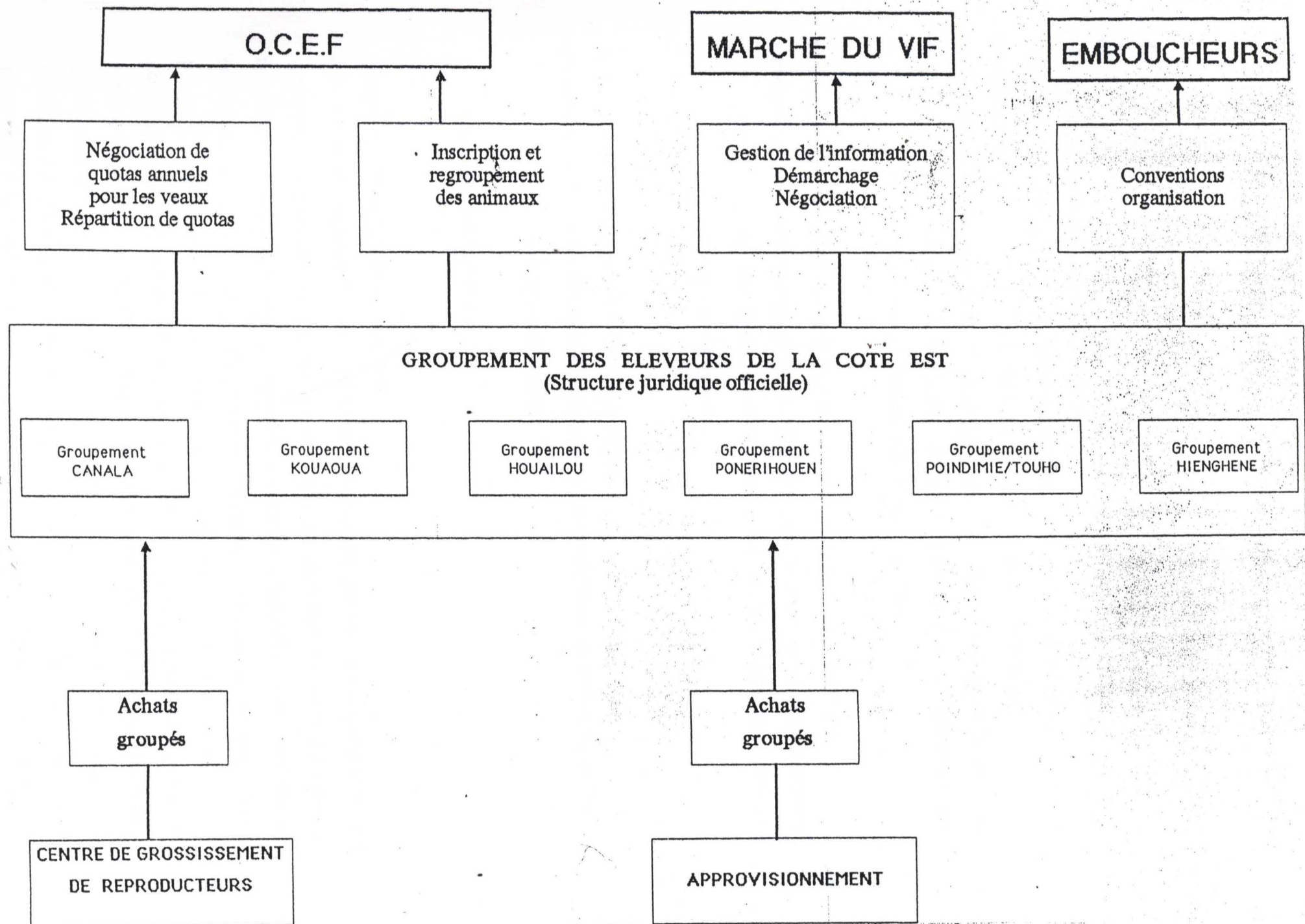


Figure : Projet d'organisation d'un groupement des Eleveurs de la côte est, qui n'a abouti que partiellement

- signer des conventions entre les éleveurs naisseurs et les emboucheurs afin d'assurer d'organiser les productions et d'assurer des débouchés à chacun.

Par ailleurs, en amont de la production, le groupement aurait permis aux exploitants de réaliser des achats groupés à un centre de grossissement de reproducteurs et à une structure d'approvisionnement.

Ce groupement devait être fondé sur des groupements communaux : groupement de Canala, groupement de Kouaoua, groupement de Houailou, groupement de Ponérihouen, groupement de Poindimié / Touho, groupement de Hienghène. Seules les communes de Houailou, Ponérihouen et Poindimié ont créé des groupements qui fonctionnent actuellement.

Le projet n'aurait pas abouti par manque de volonté des gens d'organiser la filière bovine sur la côte est. Or le fonctionnement de tels groupements nécessite implication et responsabilisation des exploitants, alors que les éleveurs étaient intéressés essentiellement par les inscriptions à l'OCEF.

A Ponérihouen, certains éleveurs n'ont que 2 ou 3 têtes à vendre occasionnellement (en moyenne 2 fois / an) à l'OCEF. En créant un groupement, ils ont pu s'organiser pour avoir, à plusieurs, le nombre de têtes suffisant pour constituer un camion complet d'abattage.

De plus, ce groupement a été mis en place par la DDRP afin de motiver des exploitants à réaliser des progrès au niveau des techniques d'élevage.

En 1997, le **groupement des Eleveurs de Ponérihouen** comprenait 20 exploitants, dont 8 enquêtés.

La DDRP se charge du fonctionnement logistique du groupement : réunions, information, relations avec l'OCEF (envoi des listes d'éleveurs et du nombre de têtes qu'ils proposent). Ainsi, tous les 4 mois, elle organise des réunions à la Mairie de Ponérihouen pour prévoir la constitution des camions d'abattage. Ensuite, elle confirme le nombre de têtes à l'OCEF.

Par contre, la DDRP ne connaît pas toujours le nombre d'animaux réellement abattus, pour des raisons de confidentialité entre l'OCEF et l'éleveur. Lorsque le nombre de têtes abattues est différent de celui prévu, la DDRP ajuste les camions afin que le groupement reste crédible par rapport à l'OCEF. Il arrive parfois que le nombre de têtes embarquées soit différent de celui prévu lors des réunions (car l'éleveur n'a pas pu rassembler le bétail, des bovins n'ont pu être embarqués, le camion n'a pu accéder à l'exploitation pour des raisons climatiques...). Selon les cas, le chargement est alors pratiqué chez un autre exploitant du groupement.

Les éleveurs du groupement sont à peu près fiables et réguliers pour leurs ventes (sauf pour des raisons externes comme les intempéries. Généralement, les éleveurs sont relativement assidus pour les réunions de prévisions d'abattages. Les GIE du groupement essaient d'avoir au moins un membre présent. Par contre, ce n'est pas le cas pour les réunions d'informations techniques où les exploitants sont très peu nombreux.

Perspectives et propositions

¶ Défendre et organiser un **espace de production provincial** semble un point important de la filière. Les éleveurs de la Province Nord ayant des intérêts différents, une organisation leur permettrait d'être autonomes vis à vis de ceux du Sud, tout en restant en concordance avec eux, et non en compétition. Ainsi, l'exemple du Groupement des Eleveurs de la côte Est, qui s'organisent pour parer aux contraintes de commercialisation, pourrait être étendu à la côte Ouest, et à l'ensemble de la Province, afin de faire face aux diverses contraintes.

¶ La DDRP propose par ailleurs de suivre et accompagner l'organisation de la spécialisation chez les éleveurs, y compris en matière de débouchés et de marché du vif.

Ainsi, des éleveurs de la côte ouest se sont déjà accordés et ont mis en place des systèmes où chacun est **spécialisé dans une activité d'élevage**, par exemple un naisseur, un engraisseur et un emboucheur. Cela permet à chacun de maximiser ses profits en fonction des contraintes et des potentialités de son système. Il serait intéressant de calculer la répartition du risque, ainsi que de la plus-value. Les tâches de l'élevage sont réparties entre les différents éleveurs. Mais cela suppose une entente des éleveurs ! Ce type de stratégie ne pourrait-il pas être mis en place avec des éleveurs de la chaîne qui ne peuvent engraisser du bétail du fait des contraintes de pâturages essentiellement, sur l'exemple des tribus de Voh avec les éleveurs qui sont en plaine ?

¶ En terme de développement de la filière, la **transformation** des produits de l'élevage bovin (grâce par exemple à une conserverie comme cela fut le cas il y a quelques années), et la **diversification des activités** (développement de l'éco-tourisme, de gîtes ruraux, orientation vers des labels pour la viande de qualité, orientation vers des élevages reconnus "biologiques"), pourraient constituer des axes de stratégie pour certains exploitants. Mais ces débouchés sont relativement restreints et resteraient réservés à un petit nombre. Par ailleurs, l'**élevage laitier** est très peu exploité en Nouvelle-Calédonie, il ne rentre pas dans les modes

de vie. Les élevages de type *ranching* n'autorisent pas de main d'œuvre à coût élevé, la pluriactivité des exploitants ne leur permettrait pas toujours de gérer avec soin un troupeau laitier. Mais cet axe d'élevage, malgré les multiples contraintes qui s'y opposent, pourrait être à envisager.

✓ Appui à la conduite et à la gestion des exploitations :

Beaucoup d'éleveurs ne semblent pas suffisamment impliqués dans la filière. Aussi, proposer des réunions d'exploitants, des journées formation adaptées à leur demande qui sera différente selon les zones, faire circuler un questionnaire des points sur lesquels ils souhaiteraient que cela porte et des fiches technico-économiques destinées aux éleveurs, sont des aspects à approfondir.

Par ailleurs, aucun **centre de gestion et formation comptable** n'existe en Province Nord, à la différence de la Province Sud. Certes, ce type de soutien à l'élevage est privé et ne serait réservé qu'à une certaine catégorie de personnes. Mais ne pourrait-on pas mettre en place un système de formation comptable, ou appui gestion des exploitations, ouverte à tous, à un moindre coût, apportant au moins des bases, afin de répondre aux besoins de formation existants ?

✓ Proposition de systèmes d'élevage comportant agriculture et élevage bovin afin de jouer au cours de l'année sur les deux systèmes de production, selon la conjoncture de chacun et les débouchés. Ainsi, en période de déstockage de tous les éleveurs, à condition qu'il ait suffisamment de fourrages pour le bétail ou bien qu'il ait réalisé des réserves pour ne pas avoir à vendre, l'exploitant ayant ces deux types de production pourra vendre ses cultures produites (choisies dans une filière non saturée) afin de s'assurer un revenu de manière stable et non occasionnel. Mais cela suppose que l'exploitant s'occupe des bovins et des cultures.

✓ Restaurer la DIA pour permettre à des jeunes de s'installer afin de pérenniser l'activité d'élevage et ne pas s'enfermer dans un système où l'élevage bovin est réservé aux retraités. Cela permettrait à certains ayant suivi une formation agricole de mettre en pratique les connaissances acquises et de renouveler les techniques d'élevage.

✓ Améliorer la connaissance des flux réels et des conditions économiques de production :

Ecoulement de la production

Consommation de viande bovine

Niveau d'exploitation du cheptel

Conclusion

Ainsi, les contraintes majeures de l'élevage bovin viande en Province Nord de Nouvelle-Calédonie ont été abordées : commercialisation et prix de la viande, fraude, foncier, relations sociales, détiqage, piscine communales peu entretenue, subventions, place des jeunes, et parfois manque de responsabilisation... Elles révèlent la complexité des systèmes et justifient des stratégies variables chaque exploitant.

Des logiques sont communes à des groupes d'éleveurs. La stratégie d'intensification, bien qu'encore mise en œuvre par 30 % des éleveurs de l'échantillon de Voh, est de moins en moins rentable. La stratégie la plus fréquemment développée par les éleveurs de la côte Est, reste l'extensification. Mais l'élevage est souvent, chez des exploitants pluriactifs, une forme de cueillette : quelques têtes de bétail vendues à l'OCEF ou des particuliers, afin de subvenir aux besoins du ménage, ou augmenter les revenus. Par ailleurs, cette activité apparaît comme un moyen de mettre en valeur le foncier, pour faire face à cette contrainte fréquemment majeure, hormis les difficultés de commercialisation. L'extensification raisonnée est, dans le contexte actuel, et afin de lutter contre les contraintes climatiques (de sécheresse), foncières, sociales, commerciales et économiques, déployée par de nombreux éleveurs des communes de Voh et Ponérihouen. D'ailleurs, orienter et conseiller ce type de stratégie, plutôt qu'une intensification, est l'un des axes de développement actuellement promu par les services techniques de la DDRP.

Cependant, bien que cette stratégie soit adaptée au contexte néocalédonien, d'autres axes restent à développer, et notamment un appui technique et une formation à la gestion. Les stratégies de diversification sont à exploiter davantage, en terme de développement de l'élevage bovin en Province Nord.

Index des abréviations

- ADRAF** : Agence de Développement Rural et de l'Attribution Foncière, Nouvelle-Calédonie.
- BCI** : Banque Calédonienne d'Investissement
- CAM** : Crédit Agricole Mutuel
- CIRAD-EMVT** : Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement, Département Elevage et Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux . B.P.25. 98 890 Païta, Nouvelle-Calédonie.
- CODEV** : Code de Développement Rural de la Province Nord
- DAF** : Direction de l'Agriculture et de la Forêt, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- DIA** : Dotation d'Installation en Agriculture
- DDRP** : Direction du Développement Rural et de la Pêche. Antennes à Poindimié, Koumac et Pouembout, Nouvelle-Calédonie.
- ERPA** : Etablissement de Régulation des Prix Agricoles
- FDEB** : Fond de Développement à l'Elevage Bovin
- GB** : Gros bovin. L'OCEF considère comme GB un animal âgé de plus de deux ans, possédant plus de deux incisives d'adulte.
- GDPL** : Groupement de Droit Particulier Local. C'est une forme juridique spécifique au Territoire de la Nouvelle-Calédonie, dont l'objet est de permettre la mise en commun de moyens avec une structure extrêmement simple.
- GIE** : Groupement d'Intérêt Economique. Il ne peut être constitué que pour la recherche d'économie et non de bénéfices. Sa vocation habituelle est de rassembler des entreprises pour réaliser des actions communes. Il nécessite la rédaction de statuts, peut-être constitué sans capital et fait l'objet d'une immatriculation au registre du commerce. Il fonctionne avec une assemblée qui prend ses décisions à l'unanimité. Les membres sont indéfiniment et solidairement responsables de ses dettes. Le GIE est dirigé par un ou plusieurs administrateurs. (DAF, 1994)
- JB** : Jeune bovin. L'OCEF considère comme JB un animal sevré, âgé de moins de deux ans environ, et possédant au plus deux incisives d'adulte.
- OCEF** : Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique
- PAF** : Production Agricole Finale
- SAU** : Surface Agricole Utile
- STH** : Surface Toujours en Herbe, prédominance de parcours et de prairies naturelles entretenues.
- UPRA** : Unité de sélection et de Promotion des Races Animales bovines calédoniennes. B.P.34, 98 890 Païta, Nouvelle-Calédonie.

Glossaire

Stockyard : installations de contention qui servent à immobiliser les animaux pour les castrer, les baigner ou leur prodiguer des soins.

Stockman : ce terme désigne le vacher, qui, la plupart du temps à cheval, mais de plus en plus fréquemment à moto ou en quad, pousse le bétail.

Paddock : il s'agit d'une parcelle de terrain délimitée dans laquelle on regroupe le bétail.

Run : il s'apparente au paddock mais est en général plus étendu.

Creek : petite rivière à faible débit. On en trouve beaucoup sur la côte Est.

Bibliographie

1. Bensa A., 1990. - *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*. Découvertes Gallimard, Histoire, n° 85, 192 p.
2. Chambre d'Agriculture, mai 1998. - *La Calédonie agricole*, n°72, mai 1998, pp. 17,,24, 26, 32.
3. CIRAD-EMVT, 1994.- *Caractéristiques et valeurs alimentaires des fourrages de Nouvelle-Calédonie*. CIRAD et DAF, Nouméa, 184 p.
4. CIRAD-TERA, 1998.- *Programme «Agriculture Familiale et Développement local», Eléments du Cahier des charges des opérations conduites en 1998*. Montpellier, France, 6 p. (Document interne)
5. DAF, 1995.- *Inventaire Enquête Bovine 1994, Province Nord*. Direction de l'Agriculture et de la Forêt, Nouméa, 44 p.
6. DAF, 1996. - *L'élevage bovin en Nouvelle-Calédonie : Etude complémentaire issue de l'Enquête Bovine 1994-1995*. Direction de l'Agriculture et de la Forêt, Nouméa, 102 p.
7. DDRP, 1994. - *Les élevages collectifs mélanésien (GIE). Incertitudes et mutations*. Antenne DDRP / nord-est, Nouvelle-Calédonie, Poindimié, 45 p.
8. DDRP, mars 1998. - *La filière bovine sur la zone nord-est. Bilan et perspectives*. Antenne DDRP / nord-est, Nouvelle-Calédonie, Poindimié, 39 p.
9. DDRP, juin 1998. - *Réflexion et propositions sur la filière bovine en Province Nord*. Note d'information à la Commission de Développement Economique du 13 août 1998, document interne, 7 p.
10. *Une démarche intéressante. Deux éleveurs de Bourail veulent créer du brahmousin pur*. Tour de Côte, n° 82, avril 1998, p.22 -25.
11. ERPA, 1997. - *Etude statistique et bilan provisoire des attributions de gazole à prix bonifié. Opération 1997 pris en application de la délibération N°165/CP du 19 juin 1997*, ERPA, Nouméa, 14 p.
12. ERPA, décembre 1997. - *Gestion de l'opération gazole agricole au titre de l'année 1997*. Certificat administratif, Nouméa, 1 p.

- 13.FAYE B., 1998. – *Les filières élevage en Province Nord de Nouvelle-Calédonie*. Rapport de mission, CIRAD-EMVT, 14 p. (document interne)
- 14.FEILLET P., 15 juin 1899 - Arrêté du Gouverneur : *Approbation d'une cession de terrain par les indigènes de la tribu de Témala*
- 15.LATHAM, 1972. - *Etude préliminaire du potentiel agropédologique de la région de Koné, Voh, Témala*. ORSTOM, Nouméa, 12 p.
- 16.MARCHAL V., TUYIENON R., 1995. - *Analyse des pratiques des producteurs. Diagnostic des systèmes d'élevage*. Etude et optimisation des systèmes d'élevage bovins allaitants en Province Nord de Nouvelle-Calédonie. Etudes et synthèses, CIRAD / EMVT, Projet Elevage, Nouvelle-Calédonie, Port-Laguerre, 60 p.
- 17.ORSTOM, 1981. – *Atlas de Nouvelle-Calédonie et dépendances*. ORSTOM, Paris, 53 p.
- 18.ORSTOM, 1989.- *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*. Editions du Cagou (2ème édition et réactualisation 1992), Nouméa, 91 p.
- 19.PSAAR-NC, 1996. - *Le système alimentaire calédonien*. Programme Stratégique Agricole et Agro-Alimentaire Rural – Nouvelle-Calédonie, Chambre d'Agriculture, 12 p.
- 20.RGA, 1993. - *Recensement Général de l'Agriculture 1991 en Nouvelle-Calédonie*. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques, Nouméa, 86 p.
- 21.RGP, 1995. - *Recensement Général de la Population 1989 en Nouvelle-Calédonie*. Inventaire communal, Notes et Documents, n° 60, Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques, Nouméa, 212 p.
- 22.SAUSSOL, 1979. - *L'héritage, essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Publications de la Société des Océanistes N°40, Musée de l'Homme, Paris, 498 p.
- 23.THULLNER F., BARRE N., 1996.- *Lutte contre la tique du bétail en Nouvelle-Calédonie : Quelle stratégie pour l'an 2 000 ? Rapport de mission en Nouvelle-Calédonie du 15 au 22 janvier 1996*. CIRAD-EMVT, FAO-WARRC, 52 p et annexes.

Liste des illustrations

figure 1 : Découpage administratif de la Nouvelle-Calédonie.....	6
figure 2 : Répartition des 34 exploitants de Voh selon la taille du cheptel.....	17
figure 3 : Classification des abattages OCEF 1997 par type et par commune.....	19
figure 4 : Classification des abattages OCEF en Province Nord en 1997 par type.....	19
Tableau I : Les poids moyens carcasse de communes de la côte est.....	19
Tableau II : Elevage et combinaison d'activités des exploitants enquêtés.....	21
Tableau III : Etude évolutive et comparative de la répartition des aides par Province.....	31
Tableau IV : Débouchés de la production de bovins.....	38
Tableau V : Fréquences de détiquage du bétail dans les exploitations enquêtées.....	41
Tableau VI : Installations de détiquage utilisées dans les exploitations enquêtées.....	42
figure 5 : Facteurs de production et pratiques d'élevage.....	45
figure 6 : Stratégie principale adoptée par les exploitants enquêtés de Voh et Ponérihouen...	46
Tableau VII : Fréquences de vermifugation du bétail dans les exploitations enquêtées.....	48
figure 7 : Stratégie d'organisation d'un groupement d'élevage entre plusieurs tribus de Voh et des éleveurs individuels.....	50
figure 8 : Projet d'organisation d'un groupement des Eleveurs de la côte est.....	52